

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2020-2021

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle (RP1)

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2019-2020, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2019-2020. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2019-2020 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2020-2021, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2019-2020 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :
- a) le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de ces campagnes;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - d) les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.
16. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2019-2020. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
- a) SBL Public – régulier;
 - b) SBL Public – Inuit;
 - c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
 - d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
 - e) SBL Privé – régulier et spécial;
 - f) Aide aux organismes communautaires;
 - g) Supplément au loyer;
 - h) Supplément au loyer spécial;
 - i) Allocation-logement;
 - j) Achat Rénovation;
 - k) AccèsLogis Québec;
 - l) Logement abordable Québec;
 - m) Aide d'urgence aux ménages sans logis;
 - n) Adaptation de domicile (PAD);

- o) Logements adaptés pour aînés autonomes;
- p) RénoVillage;
- q) RénoRégion;
- r) Réparation d'urgence;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement;
- t) Revitalisation des vieux quartiers;
- u) Pyrrhotite;
- v) Rénovation Québec;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec; aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.

17. Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
 - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2019-2020;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2019-2020;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2019-2020;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

18. État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

19. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

20. Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2019-2020.

21. Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection, d'heures d'inspection, d'avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2019-2020.

22. Liste des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020.

23. Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2019-2020.

24. Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2019-2020, ventilation par infraction.

25. Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2019-2020.
26. Rapports d'activité des directions régionales pour la dernière année disponible.
27. Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2019-2020.
28. Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement pour 2019-2020, par année financière. Indiquer tous les coûts associés.
29. Tout rapport, document ou toute étude concernant la garantie des maisons neuves de l'APCHQ pour 2019-2020.
30. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2019-2020.
31. Nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
 - a) la nature ou l'objet du contrat;
 - b) la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c) une copie du contrat;
 - d) une copie du résultat;
 - e) le coût du contrat.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-01

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- a) La liste des employés de la RBQ figure à l'annexe 1 de la présente fiche. La rémunération est établie en fonction de l'échelle salariale des divers corps d'emploi.
- b) La liste des membres du conseil d'administration figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
- c) Les nominations suivantes ont été faites à la haute direction au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :
 - M. Jean-François Paquet, vice-président aux enquêtes, entré en fonction le 19 août 2019, pour un mandat de 5 ans.
 - Son CV est produit à l'annexe 3.
- d) Frais de déplacement, de repas, de voyage, et de représentation pour 2019-2020 (du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020) :
 - Pour les membres du conseil d'administration : l'information figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
 - Pour l'ensemble des employés de la RBQ : 1 461 031,86 \$.
 - Pour la haute direction : le président-directeur général et les 3 vice-présidentes, ces informations sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 17b) et 18). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
BPDG	Bureau des régisseurs	Côté-Denis	Rosie-Michèle	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
		Olivier	Stéphanie	115	Avocat et notaire	1		1
		Pagé	Gisèle	826	Membre de direction	1		1
		Picard	Johanne	264	Technicien en administration	1		1
		Radu	Ramona	264	Technicien en administration	1		1
		Romain	Milange	264	Technicien en administration		1	1
	Total Bureau des régisseurs					4	2	6
	Direction des affaires juridiques	Boulos	Marie-Rose	264	Technicien en administration	1		1
		Boumela	Marthe	221	Agent de secrétariat		1	1
		Brisson	Maude	115	Avocat et notaire	1		1
		Cissé	Habib	115	Avocat et notaire		1	1
		Cohen	Charles-Olivier	115	Avocat et notaire	1		1
		Crevier	Edith	115	Avocat et notaire	1		1
		Dionne	Sylvie	115	Avocat et notaire	1		1
		Dupuis	Sylvie	115	Avocat et notaire	1		1
		Jean-Louis	D.Dominique	264	Technicien en administration	1		1
		Kemp	Guillaume	115	Avocat et notaire	1		1
		Khalil	Marc	115	Avocat et notaire	1		1
		Marquette	Audrey	115	Avocat et notaire	1		1
		Méthot	Maryse	115	Avocat et notaire	1		1
		Proulx	Nathalie	115	Avocat et notaire	1		1
		Rochon	Emmanuelle	115	Avocat et notaire	1		1
		Rouisse	Kim	264	Technicien en administration	1		1
		Samray-Trudel	Philippe	283	Technicien en droit	1		1
		Thomas	Marie-Andrée	640	Cadre juridique	1		1
	Total Direction des affaires juridiques					16	2	18
	Direction des communications	Adinsi	Aurore	104	Agent d'information		1	1
		Bégin	Émilie	104	Agent d'information	1		1
		Bergeron	Marise	104	Agent d'information	1		1
		Blanchard-St-Jacques	Julie	104	Agent d'information	1		1
		Cayer	Isabelle	104	Agent d'information	1		1
		Downs	Sébastien	104	Agent d'information	1		1
		Fleury	Andrée-Anne	264	Technicien en administration	1		1
		Fradette	Myriam	104	Agent d'information	1		1
		Henriet	Dominique	104	Agent d'information	1		1
		Lamothe	Sylvain	104	Agent d'information	1		1
		Leclerc	Nadia	104	Agent d'information	1		1
		Masson	Marie-Claude	104	Agent d'information	1		1
		Mélançon	Éric	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Morin	Marie-Soleil	104	Agent d'information	1		1
		St Hilaire Tremblay	Marie	104	Agent d'information	1		1
		Veillette	Marjolaine	630	Cadre supérieur	1		1
	Total Direction des communications					15	1	16
	Secrétariat général et affaires institutionnelles	Barry	Geneviève	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Carange	Jeanne	264	Technicien en administration	1		1
		Cornea	Milan Irinel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Drainville	Mélanie	630	Cadre supérieur	1		1
		Dupuis	Dominique	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mignault	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1
		Munteanu	Liliana	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Pondaven	Erwann	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
		Saadi Cherkaoui	Lalla Fadwa	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Turgeon	Michèle	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
	Total Secrétariat général et affaires institutionnelles					8	2	10
	Direction des services financiers	Bouchard	Chantale	103	Agent de la gestion financière	1		1
		Bourboin	Julie	200	Agent de bureau		1	1
		Chevalier	Danielle	200	Agent de bureau		1	1
		Cloutier	Nicole	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Dubois	Marie-Claude	200	Agent de bureau	1		1
		Hamel	Nicole	200	Agent de bureau	1		1
		Hardy	Myriam	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total	
		Le	Manh Hung	264	Technicien en administration	1		1	
		Liciu	Alexandrina	200	Agent de bureau	1		1	
		Picard	Ludovic	103	Agent de la gestion financière	1		1	
		Proulx	Marie-Ève	264	Technicien en administration	1		1	
		Saillant	Manon	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Soucy	Véronique	200	Agent de bureau		1	1	
		Tran	Thi Thanh Thuy	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Tremblay	Christine	630	Cadre supérieur	1		1	
		Vasylijev	Ievgen V.	200	Agent de bureau		1	1	
	Total Direction des services financiers						12	4	16
	Direction générale des services à l'organisation	Gaudreau	Danielle	264	Technicien en administration	1		1	
		Labrie	Marie-Claude	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Nadeau	Cinthia	630	Cadre supérieur	1		1	
		Tremblay	Marc	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Direction générale des services à l'organisation						4		4
	Direction des plans de garantie	Desjardins	Nathalie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Dionne	Marjorie	630	Cadre supérieur	1		1	
		Fortin	Pierre	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Henry	Samuelle	264	Technicien en administration	1		1	
		Lambert	Sylvain	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Randria	Hanitra	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		St-Pierre	Catherine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Direction des plans de garantie						7		7
	Bureau du président-directeur général	Beaudoin	Michel	825	Dirigeant d'organisme	1		1	
		Darrieu	Jonathan	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Gaumont	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1	
		Grenier Lachance	Marie-Pier	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Zerouala	Leila	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Bureau du président-directeur général						5		5
	Direction de l'audit interne	Vaillancourt	Manon	630	Cadre supérieur	1		1	
	Total Direction de l'audit interne						1		1
	Direction de la planification et de la performance	Aouzah	Mohamed	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Carrier Deziel	Élisabeth	264	Technicien en administration	1		1	
		Chartier	Sylvie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Hardy	Caroline	630	Cadre supérieur	1		1	
		Jacobsen	Philippe	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Lebrun	Éric	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Raymond	Darline	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Thibault	Valérie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Direction de la planification et de la performance						8		8
	Direction des technologies de l'information	Bégin	Kéven	630	Cadre supérieur	1		1	
		Bouatia Eloumami	Souhail	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Boulianne-Rhéaume	Jessica	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Breton	Samuel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Dumas	Louis-Olivier	272	Technicien en informatique		1	1	
		Eddomairi	Halima	264	Technicien en administration		1	1	
		Gharbi	Khaoula	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Lacombe	Gaétan	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Rezgui	Abdelhakim	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Souici	Karima	272	Technicien en informatique		1	1	
		Terimbere	Toussaint Prosp	108	Analyste informat.et proc.administr.		1	1	
	Total Direction des technologies de l'information						7	4	11
Total BPDG						87	15	102	
BVPRCO	Bureau de la vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations	Bergeron	Paula	826	Membre de direction	1		1	
		Bouchard	Geneviève	264	Technicien en administration	1		1	
		Gonthier-Gignac	François	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Roy	Denis	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
		Sow	Saran	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Bureau de la vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations						5		5
	Direction de la qualification et des relations avec la clientèle	Agbemefa	Gnaleossi	249	Préposé aux renseignements		1	1	

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
		Ait Lhaj Lahcen	Karima	264	Technicien en administration	1		1
		Amalou	Sonia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Amaly	Lobaba	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Andresoïu	Mihaela	264	Technicien en administration	1		1
		Asad	Imane	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Ayari	Tarek	264	Technicien en administration	1		1
		Bélanger	Lyne	264	Technicien en administration		1	1
		Ben Ammar	Mounir	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Benjelloun	Mouna	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Benzekri	Rim	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Bernier	Daniel	264	Technicien en administration	1		1
		Birza	Gabriela	264	Technicien en administration	1		1
		Bordeleau	Sophie	264	Technicien en administration	1		1
		Bouchard	Christine	264	Technicien en administration	1		1
		Boukouna	Lynda	630	Cadre supérieur	1		1
		Bruneau	Jocelyn	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Camionschu	Fabian	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Chahine	Dany	264	Technicien en administration	1		1
		Chamsedine	Ragda	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Chen Tsi Ming	Jean	264	Technicien en administration	1		1
		Cherifi	Mustapha	264	Technicien en administration	1		1
		Cissé	Abdoulaye	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Corriveau	Nancy	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Couillard	Sarah	630	Cadre supérieur	1		1
		Coutu	Louise	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Cusinato	Rosanna	264	Technicien en administration	1		1
		D'Addetta	Bruno	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Dib	Nada	630	Cadre supérieur	1		1
		Djaballah	Nacera	264	Technicien en administration	1		1
		Dubois	Caroline	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Dumas	Claudine	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Ekra	Adjah Andrée	249	Préposé aux renseignements	1		1
		El Hani	Salma	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Eng	Vutheary	200	Agent de bureau	1		1
		Folikoe	Tossivi Barbara	249	Préposé aux renseignements	1		1
		France	Fernet	249	Préposé aux renseignements		1	1
		François	Widlande	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Geneste	Marie-Miliene	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Hadri	Mohammed	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Hamouche	Amina	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Harvey	Guylaine	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Hocine	Nawel	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Hyacinthe	Jean-Watson	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Joncas	Michèle	264	Technicien en administration	1		1
		Justinien	Jean-Baptiste	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Kara Ali	Louïza	264	Technicien en administration	1		1
		Kerbadj	Noureddine	264	Technicien en administration	1		1
		Khemiri	Noura	200	Agent de bureau	1		1
		Khundoo	Sanjay	264	Technicien en administration	1		1
		Koné	Aminatou	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Kouider Benhamed	Rachid	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Kouiss	Souad	200	Agent de bureau		1	1
		Labbé	Chantal	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Ladjelate	Rizelaine	111	Attaché d'administration	1		1
		Lamothe	Véronique	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Lépine	Luc	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Léveillé	Lucie	123	Spécialiste sciences de l'éducation		1	1
		Massamiri	Antony	264	Technicien en administration	1		1
		Mati	Hayat	264	Technicien en administration	1		1
		Mego Kammegne	Isidore	264	Technicien en administration	1		1
		Merzougui	Nabyla	249	Préposé aux renseignements	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
		Messanh	Koffi	264	Technicien en administration		1	1
		Morin	Sandra	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1
		Moukoué	Yves	264	Technicien en administration		1	1
		Moussa	Fadi	264	Technicien en administration	1		1
		Nduwayo	Anne Aymone	264	Technicien en administration	1		1
		Néron	René	200	Agent de bureau	1		1
		Nguefack	Stanlys Roméo	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Nguyen	Élisabeth	200	Agent de bureau		1	1
		Oceni	Abdou Gafari	200	Agent de bureau		1	1
		Osmani	Djamel	264	Technicien en administration	1		1
		Ouellet	Julie	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Pellerin	Christian	264	Technicien en administration	1		1
		Picard	Nathalie	200	Agent de bureau	1		1
		Provost	Johanne	264	Technicien en administration	1		1
		Raymond	Michel	111	Attaché d'administration	1		1
		Rimbu Saramet	Doina	200	Agent de bureau	1		1
		Saadé	Hala	264	Technicien en administration	1		1
		Sabil	Tarik	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Saint Cyr	Junold	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Salem Cherif	Toufik	630	Cadre supérieur	1		1
		Saranuta Stafii	Stela	264	Technicien en administration	1		1
		Sondjo	Dossou Germain	249	Préposé aux renseignements		1	1
		També	Carla	200	Agent de bureau		1	1
		Trudel	Guy	186	Ingénieur	1		1
		Wadfy	Amina	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Wilhelmy	Isabel	264	Technicien en administration	1		1
	Total Direction de la qualification et des relations avec la clientèle					71	17	88
	Direction des inspections en sécurité	Aït Amara	Abdenour	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Ajaba	Abdelhak	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Atangane	Fontsa	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Aubin	Michel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
			Sylvie	200	Agent de bureau	1		1
		Aurica	Costel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Barsan	Catalin Emil	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Beaulieu-Chassé	Christine	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bédard-Bolduc	Julie	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Benakmoum	Smail	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Benkhedda	Abdelghani	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Berthiaume	Sylvie	200	Agent de bureau	1		1
		Bigras	Claude	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Blanchette	Serge	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bouchard	Chantal	200	Agent de bureau	1		1
		Bouret	Lise	264	Technicien en administration	1		1
		Boutin	Rémi	630	Cadre supérieur	1		1
		Boyer	Bernard	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Brière	Alain	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Castillo	Alejandro	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Chammakhi	Slim	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Charette	Jonathan	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Chenouf	Nabil	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Cliche	Catherine	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Comeau-Beaulieu	Marjorie	200	Agent de bureau	1		1
		Désy	Guillaume	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Dompierre	Sonia	200	Agent de bureau	1		1
		Dumais	Monya	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		El Fathi	Rachid	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Giffard	Catherine	111	Attaché d'administration	1		1
		Girard	Linda	221	Agent de secrétariat	1		1
		Godin	Jean	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Guendez	Rachid	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Guérard	François	630	Cadre supérieur	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
		Hamot	Jérôme	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Harani	Ahmed	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hatori	Cristiane	200	Agent de bureau	1		1
		Hinic	Drazen	200	Agent de bureau	1		1
		Jean	Caroline	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lachance	Sabrina	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lebel	François	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lesage	Bernard	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Lortie	Marie-Michèle	264	Technicien en administration	1		1
		Maheux	Yves	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mahmoudi	Said	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Malette	Yvan	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Malouin	Louis	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Martineau	Anabel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Montbleau	Alain	630	Cadre supérieur	1		1
		Moore	François	630	Cadre supérieur	1		1
		Moscoco Linares	Edwin	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Ngolwa	Moïse	200	Agent de bureau	1		1
		Poulin	Annie	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Proulx	Danielle	200	Agent de bureau	1		1
		Schafroth	Laurence	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Stoicescu	Mihai	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Tahraoui	Abdelkamal	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Touougouagna	Abner	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Turcotte	Sylvie	221	Agent de secrétariat	1		1
	Total Direction des inspections en sécurité					59		59
	Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection	Arcand	Patrick	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Asselin	Stéphan	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Ba	Rouguyatou	283	Technicien en droit	1		1
		Beaudry	Caroline	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bédard	Éric	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Berrouard	Dany	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Blais	Stéphanie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Blouin	Sylvain	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Bonneau	Alex	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Buciu	Florian Christi	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Cantave	Jude-Renel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Charlebois	Mario	200	Agent de bureau		1	1
		Dallaire	Catherine	283	Technicien en droit	1		1
		Dastous	Chantale	283	Technicien en droit	1		1
		Desjardins	Annick	111	Attaché d'administration	1		1
		Dessureault	Michèle	264	Technicien en administration	1		1
		Do	Minh Hung	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Durand	Guillaume	630	Cadre supérieur	1		1
		Gagnon	Hervé	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
			Paul	630	Cadre supérieur	1		1
		Galibois	Jean-François	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Hadarag	Stelian Ciprian	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hamel	Marie-Pierre	186	Ingénieur	1		1
		Labbé	Éric	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Leblanc-Deschênes	Vincent	186	Ingénieur	1		1
		Michaud	Nathalie	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Mogos	Razvan	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mongeau	Manon	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Morency	Sylvie	200	Agent de bureau		1	1
		Munger	Véronique	200	Agent de bureau		1	1
		Nazair	Catherine	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Paquin	Manon	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Pigeon	Myriam	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Potvin	Sophie	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
	Total Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection					31	3	34
	Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression	Alem	Karim	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Baptiste	Yves Addi Edson	200	Agent de bureau	1		1
		Bernard	Marie Guetty	200	Agent de bureau	1		1
		Boubchir	Idir	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Boudreault	Alexandre	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Breton	Geneviève	630	Cadre supérieur	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total		
		Campana	Carmine	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Courtemanche	Jocelyn	111	Attaché d'administration	1		1		
		Crihan	Iulian Mihail	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Cristea	Cristian	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Dahchour	Ibrahim	200	Agent de bureau		1	1		
		Denechaud	Jean	111	Attaché d'administration	1		1		
		Dubé	Claude	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Dumont	Jean-Patrick Jé	200	Agent de bureau		1	1		
		Grondin	François	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Haou	Lakhdar	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Haspeck	Michel	111	Attaché d'administration	1		1		
		Irimia	Liviu	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Khssassi	Aziz	186	Ingénieur	1		1		
		Lascarache	Maricel	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Lemieux	Christian	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Levitcharsky	Blagovest	186	Ingénieur	1		1		
		Luca	Corneliu	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Mekhnach	Moussa	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Méthot	Paul	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Moran-Esquivel	Valérie	264	Technicien en administration		1	1		
		Nassim	Chadi	108	Analyste informat.et proc.administr.		1	1		
		Noël de Tilly	Geneviève	111	Attaché d'administration	1		1		
		Rondeau	Alexandre	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Senécal	Raphaël	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Sharlandzhieva	Tatyana	264	Technicien en administration	1		1		
		St-Georges	Manon	111	Attaché d'administration	1		1		
			Myriam	186	Ingénieur	1		1		
		També	Lisette	630	Cadre supérieur	1		1		
		Thibault	Rachel	233	Inspecteur appareils sous pression		1	1		
		Titan	Junior	264	Technicien en administration	1		1		
		Tremblay	Éric	111	Attaché d'administration	1		1		
		Valimareanu	Mariana	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
		Total Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression						33	5	38
		Direction générale de l'inspection		Cauchon	Caroline	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
				Lessard	Dominique	630	Cadre supérieur	1		1
				Perreault	Nathalie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Total Direction générale de l'inspection						3		3
		Direction des inspections en conception et construction		Alarie	Lyne	630	Cadre supérieur	1		1
Assam	Mokrane			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Baaziz	Anissa			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Bakhouché	Mohamed			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Benhadj	Karim			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Bennis	Youssef			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Bilodeau	Claude			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Boutarfaya	Mohamed			233	Inspecteur appareils sous pression	1		1		
Bouzalmad	Nadia			200	Agent de bureau		1	1		
Brazeau	Michel			111	Attaché d'administration	1		1		
Breault	Karine			111	Attaché d'administration	1		1		
Breton	Réjean			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Butnarasu	Ovidiu			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Cloutier	Christian			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Côté	Alain			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
	Dominique			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Couture	Aline			200	Agent de bureau	1		1		
Derkacz	Terry-Thérèse			200	Agent de bureau	1		1		
Dumaine	Jean-Pierre			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Gauvin	André			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Geica	Doina			200	Agent de bureau	1		1		
Girard	Denis			630	Cadre supérieur	1		1		
Gosselin	Marie-France			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Hassaim	Bahia			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total	
		Hénault	François	111	Attaché d'administration	1		1	
		Ionescu	Laura Nicoleta	200	Agent de bureau	1		1	
		Jalbert	Martin	630	Cadre supérieur	1		1	
		Kaced	Kamal	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Lachance	Maurice	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Laiche	Lounes	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Lajeunesse	Richard	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Lalanne	Jean	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Latour	Daniel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Lavoie	Rémy	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Leblanc	Joannie	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		L'Écuyer	Michèle	200	Agent de bureau		1	1	
		Léveillé	Michel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Massé	Louis-Philippe	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Mercier	Bobby	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Mintici Ionescu	Mioara	111	Attaché d'administration	1		1	
		Miron	Anca Laura	264	Technicien en administration	1		1	
		Nashwan	Lydy	221	Agent de secrétariat		1	1	
		Nifou	Abdelhamid	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Petre	Simona Mihaela	200	Agent de bureau	1		1	
		Plourde	Vincent	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Poirier	Mélanie	630	Cadre supérieur	1		1	
		Radif	Naima	264	Technicien en administration	1		1	
		René	Linda	200	Agent de bureau	1		1	
		Robert	Chantal	200	Agent de bureau	1		1	
		Rondeau	Jean	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Salhi	Kamel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Stoian	Iulia-Isabella	200	Agent de bureau	1		1	
		Tanoe	Ettiaka Stéphan	200	Agent de bureau		1	1	
		Tardif	Martin	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1	
		Tayachi	Sonia	200	Agent de bureau	1		1	
		Thériault	Alain	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Tremblay	Denis	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Turcotte	Pierre	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Vaillancourt	François	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Vazquez	Moises	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Vézina	Anny	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1	
		Whittaker	Roseann	200	Agent de bureau	1		1	
	Total Direction des inspections en conception et construction						58	4	62
	Total BVPRCO						260	29	289
VPE	Vice-présidence Enquêtes	Chalut	Martine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Gosselin	Mireille	264	Technicien en administration	1		1	
		Hassaoui	Hanan	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
			Zeinab	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Paquet	Jean-François	826	Membre de direction	1		1	
	Total Vice-présidence Enquêtes						5		5
	Direction des enquêtes	Ancil	Robert	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Beauchamp	Marie-Ève	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Bélanger	Stéphanie	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Bertrand	Fannie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Blanchette	Émilie	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Brisson	Nadia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Cavanagh	David	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Caza	Marie-Josée	111	Attaché d'administration	1		1	
		Chaput	Claude	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Chartrand	Sabrina	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Cossette	Emmanuelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Crêtes	Karine	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Daquin	Florika	264	Technicien en administration	1		1	
		Dubé	Alexandrine	283	Technicien en droit	1		1	
		Duvernois	Magali	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
		Fafard	Dominique	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Fortin	Benoît	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Frenette	Dave	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Gauthier	Alain	630	Cadre supérieur	1		1
			Lina	264	Technicien en administration	1		1
		Giron Escobar	Mayra Elizabeth	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Guillemette	François	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Guimond	Pascal	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Hamelin	Mario	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Hammouche	Fadela Hanane	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Houle	Marilyn	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Julien	Isabelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Laflèche	Martin	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Lahmann	Carl	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Lambert	Daniel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Lamontagne	Lory	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Langlois	Richard	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Lanoue	Kiara	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Laporte	Denis	630	Cadre supérieur	1		1
		Lavoie	Marie-Ève	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Morais	Jean-François	630	Cadre supérieur	1		1
		Morin	Pierre	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mosquera	Liz Stephany	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1
		Nadeau	Catherine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Nourreddine	Abderrezak	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Panni	Jean-François	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1
		Perreault	Éric	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Ramboz	Emmanuel	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Savard	Martin	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Scully	Éric	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Thibault	Christine	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Trottier	Dominique	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1
		Ziat	Myriam	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
	Total Direction des enquêtes					45	3	48
	Direction du renseignement et du développement des enquêtes	Ait-Ali	Lylia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Boulay	Alain	264	Technicien en administration	1		1
		Chagnon	Jean-François	264	Technicien en administration	1		1
		Chapdelaine	Andréa	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Charbel Hage	Carine	200	Agent de bureau	1		1
		Chrétien	Mathieu	264	Technicien en administration	1		1
		Delvoye	Isabelle	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Djenkal	Chahrazed	264	Technicien en administration	1		1
		Do Canto Carreiro	Mélissa	264	Technicien en administration	1		1
		Ene	Florian	264	Technicien en administration	1		1
		Gosselin	Julie	200	Agent de bureau	1		1
		Handfield	Brigitte	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Ho-Tom	Virginie	264	Technicien en administration	1		1
		Joannisse	Patricia	264	Technicien en administration	1		1
		Kudawoo	Jean-Jacques Ko	264	Technicien en administration	1		1
		Martel	Julie	630	Cadre supérieur	1		1
		McDonald	Nancy	264	Technicien en administration	1		1
		Morin	Frédéric	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mudaheranwa	Murekatete Oliv	264	Technicien en administration	1		1
		Ngouné Foufouo	Doriène	200	Agent de bureau	1		1
		Paquette	Marie-France	264	Technicien en administration	1		1
		St-Amour	Julie	630	Cadre supérieur	1		1
		Thomas	Winifred	264	Technicien en administration	1		1
		Tremblay	Bruno Henri	200	Agent de bureau		1	1
		Turnbull	Karri-Ann	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Viau-Deschênes	Catherine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Wolfe	Sylvie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1

RP1-01 Annexe 1 : Liste des membres du personnel régulier et occasionnel en lien d'emploi au 25 mars 2020 (paie 26 du 26 mars 2020)

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
	Total Direction du renseignement et du développement des enquêtes					26	1	27
Total VPE						76	4	80
VPRI	Direction du bâtiment et des installations techniques	Alavoyedo	Hintekpo Amédée	186	Ingénieur	1		1
		Bourdeau	Suzel	186	Ingénieur	1		1
		Brisson	Nathalie	109	Architecte	1		1
		Chekroun	Arezki	186	Ingénieur	1		1
		Duchesne	Yves	186	Ingénieur	1		1
		Éthier	Michel	186	Ingénieur	1		1
		Gauthier	Pierre	186	Ingénieur	1		1
		Guerni	Hadjira	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Khif	Amar	186	Ingénieur	1		1
		Lacroix	André	186	Ingénieur	1		1
		Lessard	Nathalie	109	Architecte	1		1
		Mercier	Stéphane	186	Ingénieur	1		1
		Nunes	Ana	630	Cadre supérieur	1		1
		Payes Escobar	Marcela	264	Technicien en administration	1		1
		Raoui	Rym Isma	109	Architecte	1		1
		Renaud	Jacques	186	Ingénieur	1		1
	Total Direction du bâtiment et des installations techniques					16		16
	Direction de l'interprétation et du soutien réglementaire	Aizel	Zine Eddine	111	Attaché d'administration	1		1
		Bédard	Sophie	186	Ingénieur	1		1
		Bélangier	Claire	109	Architecte	1		1
		Bentaleb	Fayçal Mekki	111	Attaché d'administration	1		1
		Bertin	André	111	Attaché d'administration	1		1
		Bompaka	Nkeyi	186	Ingénieur	1		1
		Boutin	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1
		Casimiro	Carlos	111	Attaché d'administration	1		1
		Coulombe	Luc	186	Ingénieur	1		1
		Deschamps	Claude Jr	186	Ingénieur	1		1
		Gagnier	Éric	111	Attaché d'administration	1		1
		Giurgiu	Manuel	186	Ingénieur	1		1
		Goutier	Jacques	186	Ingénieur	1		1
		Gravel	André	630	Cadre supérieur	1		1
		Hamou L'Hadj	Boussaad	186	Ingénieur	1		1
		Hani	Abdellaziz	111	Attaché d'administration	1		1
		Legendre	Marie-Josée	111	Attaché d'administration	1		1
		McMullin	Diane	200	Agent de bureau	1		1
		Multescu	Laurentiu Dan.	186	Ingénieur	1		1
Ouali		Mohamed	111	Attaché d'administration	1		1	
Pelletier		Anne	186	Ingénieur	1		1	
		Gaétan	186	Ingénieur	1		1	
Poirier		Patrice	111	Attaché d'administration	1		1	
Vincent		Alain	111	Attaché d'administration	1		1	
Total Direction de l'interprétation et du soutien réglementaire					24		24	
Vice-présidence Réglementation et innovation	Dupuis	Jessy	264	Technicien en administration	1		1	
	Garcia	Silvia-Christin	826	Membre de direction	1		1	
	Godin	Sylvie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
Total Vice-présidence Réglementation et innovation					3		3	
Total VPRI						43		43
Total						466	48	514

Note : Les données excluent les étudiants et stagiaires.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 26 du 26 mars 2020 (effectifs en lien d'emploi au 25 mars 2020).

RP1-01 Annexe 2 - Membres du CA - du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Prénom	Nom	Fonction	Représentant	Comité de vérification (CV)	Comité de gouvernance et d'éthique (CGE)	Frais de transport	Frais de repas et d'hébergement	Frais de représentation
Jacquine	Lorange	Présidente	Ordres professionnels	X	X	1 731,37 \$	457,84 \$	
Chantal	Bibeau	Administratrice	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X			
Ricky	Fontaine	Administrateur	Milieu financier	X		776,70 \$	485,27 \$	
Johanne	Guertin	Administratrice	Associations d'entrepreneurs de construction			63,28 \$		
Alain	Jacques	Administrateur	Associations d'entrepreneurs de construction			716,77 \$	367,25 \$	
Rafik	Khodja	Administrateur	Ordres professionnels					
Francis	Mathieu	Administrateur (président du CV)	Associations de propriétaires de bâtiments	X		1 043,90 \$	347,21 \$	
Valérie	Renaud-Martin	Administratrice	Milieu municipal	X		709,74 \$		
Pierre	Richard	Administrateur	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X	119,54 \$		
Mylène	Sagala	Administratrice (Présidente du CGE)	CMEQ et CMMTQ		X	173,95 \$	412,94	
Vacant			Associations de propriétaires de bâtiments					
Vacant			Milieu municipal					

RP1-01 Annexe 3



SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS

PAQUET, Jean-François

Formation

Membre du Barreau du Québec

École nationale d'administration publique

2014 - 2015 Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader de la fonction publique pour gestionnaire de gestionnaires

2008 - 2009 Programme de formation à la gestion publique

Université Laval

2001 Certificat de premier cycle en planification financière

Université de Sherbrooke

2000 Diplôme de deuxième cycle en fiscalité et planification financière

Université d'Ottawa

1995 Licence en droit civil

Expérience professionnelle

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Depuis 2014 Directeur général des affaires juridiques

Office des professions du Québec

2008 - 2014 Secrétaire et directeur des affaires juridiques

Commission des transports du Québec

2006 - 2008 Conseiller principal de la présidente

1999 - 2004 Avocat plaidant et coordonnateur des affaires juridiques

2002 - 2003 Directeur des affaires juridiques par intérim

Commissaire au lobbyisme

2004 - 2006	Avocat Ste-Marie Côté & associés
1998 - 1999	Avocat Commission des normes du travail
1997	Stagiaire en droit



© Gouvernement du Québec, 2020

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2019-2020. Indiquer :

- a) Le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Le coût global des activités de développement a été de 161 786,31 \$ pour la période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-03

Sommes dépensées en 2019-2020 (et prévisions pour 2020-2021) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Dépenses en informatique :

Postes de dépenses	2019-2020
Achat logiciel, matériel et services informatiques	326 483 \$
Services professionnels/informatiques	
• Continuité – MTESS Entretien et exploitation applicatifs	1 954 685 \$
• Amélioration – MTESS Applicatif	512 381 \$
• Continuité – Firme externe	69 699 \$
• Amélioration – Firme externe	505 882 \$
• Continuité – CSPQ Exploitation des infrastructures	2 686 779 \$
• Continuité – MERN - Hébergement et entretien de système	147 883 \$
• Continuité – Télécommunication et téléphonie	565 162 \$
• Projets	
– Coûts réels et estimés internes (capitalisables)	860 185 \$
– Coûts réels et estimés externes (capitalisables)	131 765 \$
– Coûts réels et estimés internes (fonctionnement)	438 453 \$
– Coûts réels et estimés externes (fonctionnement)	33 314 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-04

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
- b) la liste des membres ;
- c) le budget dépensé ;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e) les résultats atteints.

La liste des comités interministériels se trouve dans le tableau ci-joint.

Annexe à la fiche RP1-04 — Liste des comités auxquels a participé la RBQ au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

1. Comités de la RBQ

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Présentation sur les principales modifications du Code national du bâtiment 2015 et explications du processus de consultation	Commission des Normes, de l'Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ville de Montréal Ville de Québec Association des Chefs incendie du Québec Corporation des Services incendie du Québec Corporation des officiers municipaux et en environnement du Québec Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Association des architectes en pratique privée du Québec Association de la Construction du Québec Building Owners and Managers Association Garantie Construction résidentielle Association canadienne en alarme incendie Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec Corporation des Propriétaires immobiliers du Québec Regroupement des copropriétaires et gestionnaires de copropriétés Association des consommateurs pour la qualité de la construction	26 sept. 2019 1000 \$	Évolution de la réglementation Code de construction
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité Association des manufacturiers d'équip. électriques et électroniques du Canada Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Groupe CSA Électro-Fédération Hydro-Québec Distribution Ordre des ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Services d'essais Intertek AN ltée	27 mai 2019 700 \$	Traitement des propositions de modifications en vue de leur intégration dans les prochaines éditions de ce code

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité CMEQ-RBQ sur les systèmes solaires photovoltaïques	Analyser les différentes options possibles pour assujettir à la Loi sur le bâtiment les systèmes à énergies renouvelables, notamment les systèmes solaires photovoltaïques	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	Aucuns frais (conférence téléphonique)	6 rencontres effectuées dans les bureaux de la Régie. Les avantages et inconvénients de 5 différentes options possibles ont été étudiés. Une note au comité de direction est en préparation pour décision.
Comité consultatif permanent OPHQ-RBQ	Analyser les modifications proposées au Code de construction pour émettre des avis ou recommandations. Ce comité a également comme mandat de soulever des enjeux relatifs à l'accessibilité et à la sécurité des bâtiments.	Coprésidé par la RBQ et l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et composé de représentants des ministères et organismes, associations représentant les droits des personnes handicapées et les aînés, associations de propriétaires et gestionnaires d'immeubles, chercheurs et différentes parties prenantes	Aucuns frais	Plusieurs consultations Élaboration de règlement
Comité directeur OPHQ-RBQ	Planifier des travaux pour améliorer les exigences en accessibilité	Office des personnes handicapées du Québec	Aucuns frais	Plusieurs rencontres selon les besoins
Groupe interministériel sur l'utilisation d'eau de pluie non potable dans les bâtiments	Analyser et statuer sur l'utilisation plus large de l'eau de pluie non potable dans le nouveau Code national de la plomberie (CNP) édition 2020.	Ministère de la Santé et des Services sociaux École Polytechnique de Montréal Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques Institut national de santé publique du Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Aucuns frais (visio conférence)	Plusieurs consultations Établir si l'utilisation de l'eau de pluie non potable au Québec, proposée par le Code national de la plomberie (CNP) édition 2020, est en concordance avec les exigences du Québec.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de concertation CBCS	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les difficultés d’adoption et adapter la stratégie • Actualiser l’offre de service à l’égard des municipalités ayant adopté • Identifier les besoins des municipalités ayant adopté • Orienter le développement de matériel à l’intention des services de sécurité incendie et des propriétaires, notamment assurer une cohésion entre les meilleures pratiques de prévention 	Association des techniciens en prévention-incendie du Québec Association des chefs en sécurité incendie du Québec Ministère de la Sécurité publique	Aucuns frais	Actions concertées des participants en vue d’accroître la sécurité du public
Comité RBQ-CMEQ-HQ	Procéder à la révision du formulaire DADT	Hydro-Québec Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) RBQ (DGI et DCOM)	3 rencontres Aucuns frais	Identifier les changements à effectuer au formulaire; ébauche

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif en équipement pétrolier	Le mandat du comité est de formuler des recommandations à la RBQ pour faire évoluer la réglementation en équipements pétroliers en tenant compte des meilleures pratiques, des changements technologiques et des mises à jour des normes de référence dans une perspective d'amélioration de la qualité des travaux de construction et la sécurité du public.	MDDELCC : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques MSP : Ministère de la Sécurité publique MRN : Ministère des Ressources naturelles CMMTQ : Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec AQUIP : Association québécoise des indépendants du pétrole RIM : Regroupement de l'industrie du mazout OIQ : Ordre des ingénieurs du Québec ACC : Association canadienne des carburants AICQ : Association des ingénieurs-conseils du Québec AEPQ : Association des entrepreneurs pétroliers du Québec ACSIQ : Association des chefs de service d'incendie du Québec OTPQ : Ordre des technologues professionnels du Québec CPEQ : Conseil patronal de l'environnement du Québec SHQ : Société d'habitation du Québec AMQ : Association minière du Québec VR : Représente les vérificateurs reconnus	Aucuns frais	Évolution de la réglementation
Comité consultatif sur les lieux de baignades du Code de construction et du Code de sécurité	Consulter les principaux intervenants du domaine des lieux de baignade pour réviser les règles régissant les lieux de baignade	Société de sauvetage du Québec Croix-Rouge (natation et sécurité aquatique) YMCA Regroupement québécois du loisir municipal Corporation des propriétaires immobiliers du Québec Inc. Regroupement des parcs aquatiques du Québec (RPAQ) Association des camps du Québec Campings du Québec MAMH OPHQ: Office des personnes handicapées du Québec Union des municipalités du Québec Association Hôtellerie Québec - regroupement AHQ Hôtelières Fédération québécoise des municipalités (FQM)	13-14 juin 2019 700 \$	Consultations dans le cadre du projet de règlement.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité d'analyse des problématiques réglementaires rencontrées dans les RPA	Identifier et de travailler sur les problématiques rencontrées par les RPA en ce qui concerne l’application du Code de construction et du Code de sécurité.	Ministère de la santé et des services sociaux Ministère de la sécurité publique Regroupement Québécois des résidences pour aînées Réseau Québécois des OSBL d’habitations Association des chefs en sécurité incendie du Québec Association des techniciens en prévention-incendie	20 février 2020 Aucun frais	Identification des problématiques rencontrées et priorisation des actions. Une fiche d’information et de vulgarisation concernant le verrouillage des portes est en cours de réalisation (en validation au MSSS).

2. Comités d’autres ministères ou organismes du Québec

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de gestion élargi – UPAC	Lutter contre la corruption pour un système public intègre, son mandat est de prévenir, vérifier et enquêter.	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ)	Aucun frais	Suivi des divers points administratifs Rencontre de tous les gestionnaires
Comité stratégique - UPAC	Échanger sur les enjeux stratégiques de l’UPAC et collaborer à l’identification d’orientations susceptibles d’y répondre. Cibler les impacts sur la gestion et les processus communs aux différentes organisations qui composent l’UPAC ou dont la mission est complémentaire à la sienne.	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ) Autorité des marchés publics (AMP)	Aucun frais	Suivi des divers points administratifs Rencontre de tous les gestionnaires

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité Directeur – ACCES construction	<p>Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction.</p> <p>Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction.</p> <p>Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO.</p> <p>Proposer des moyens d'intervention contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales.</p>	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Ministère des Finances (MFQ)</p> <p>Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)</p> <p>Revenu Québec (RQ)</p> <p>Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) - coordination</p>	206,17\$	Comité directeur : suivi de la mise en œuvre d'orientations stratégiques concertées
Comité sur le renseignement – ACCES construction	<p>Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction.</p> <p>Échanger de l'information sur les stratagèmes et les problématiques rencontrés par chacun des MO. Seuls les organismes opérationnels du secteur de la construction y participent.</p>	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Revenu Québec (RQ)</p> <p>Unité permanente anticorruption (UPAC)</p>	Aucun frais	Mise en commun de l'expertise au sujet de problématiques et de stratagèmes rencontrés dans le secteur de la construction.
Comité d'initiatives régionales – Québec (CCQ)	Créer et maintenir des liens de proximité entre les partenaires afin de maximiser l'efficacité des interventions et augmenter le niveau de conformité sur le territoire de la ville de Québec et l'Est du Québec.	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Revenu Québec</p>	75 \$	Réalisation d'interventions concertées dans le secteur de la construction

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité pour l’engagement 13 du PEG (AMM)	Collaborer aux travaux des autres M/O et coresponsabilités avec l’OPHQ des travaux du chantier C	Office des Personnes handicapées du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports	Aucun frais	Examiner différentes solutions, réglementaires ou autres, visant à favoriser l’accès en toute sécurité des personnes handicapées qui utilisent des aides à la mobilité motorisées dans les établissements fréquentés par le public et les immeubles d’habitation, faire des représentations auprès de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies et, le cas échéant, mettre en œuvre les solutions qui auront été retenues.
Comité interministériel Vivre et vieillir ensemble (VVE)	Élaboration du bilan final du plan d’action VVE 2012-2017 et l’identification de la possibilité de prolongation et le renouvellement du plan d’action 2012-2017 associé à la politique VVE	Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT) Ministère du Travail et de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de l’Économie, de la Science et de l’Innovation (MESI) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports (MTMDET) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Société d’habitation du Québec (SHQ)	Aucun frais	Identification par les ministères et organismes des mesures sous leur responsabilité qui seront prolongées jusqu’au 31 mars 2018, avec les investissements requis pour la prolongation et mettre à jour les investissements additionnels cumulés (la RBQ aura finalisé tous ses engagements au 31 mars 2017, aucune prolongation requise)
Comité aviseur sur la construction en bois	Proposer et voir à l’évolution de la réglementation en matière de conception, de construction, de sécurité des bâtiments et des infrastructures en bois	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) CECObois FPIinnovations Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Commission des Normes, de l’Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST) Société québécoise des infrastructures (SQI) Ville de Montréal Ville de Québec	2 rencontres 80 \$	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)
Sous-groupe de travail – découlant du Comité aviseur sur la construction en bois — Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Un sous-comité bois apparent et sécurité incendie	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) CECObois FPIinnovations Ordre des Architectes du Québec	Aucuns frais	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique interministériel MFFP sur l'exemplarité en construction bois	Travaux en lien avec l'engagement d'exemplarité du gouvernement à utiliser le bois dans la construction	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Société québécoise des infrastructures (SQI) Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministères des Finances (MFQ) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Aucuns frais	Suivi des demandes de mesures équivalentes Évolution de la réglementation
Comité tripartite MSSS/MSP/RBQ Comité stratégique interministériel sur la sécurité incendie et des bâtiments d'hébergement pour des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Analyse et prise de décision sur les recommandations reçues du comité technique	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	3 rencontres environ 100 \$ par rencontre	Évolution de la réglementation
Comité technique interministériel sur la sécurité incendie, du bâtiment et les résidences où habitent des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Sous l'égide du MSSS rencontre avec la RBQ afin de trouver des solutions à la réglementation du Chapitre bâtiment du code de sécurité et les résidences de personnes âgées et faire des recommandations au comité stratégique	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Aucun frais	Évolution de la réglementation

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de la PGPS	Élaboration du plan d'action interministériel de la politique gouvernementale de prévention santé	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Finances (MFQ) Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	134,30 \$	PAI de la politique Actions sous la responsabilité de la RBQ : — Mise à jour du guide sur l'accessibilité — Sensibilisation des acteurs de la construction aux exigences en accessibilité inscrites au Code de construction
Comité « Pour un Québec visitable »	Grille d'évaluation de la visibilité	Institut en réadaptation en déficience physique de Québec Université Laval Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Société de l'habitation du Québec (SHQ) Université de Montréal	Aucuns frais	Collaboration aux travaux de recherche et développement en matière d'accessibilité
Groupe de travail sur l'accessibilité des commerces aux personnes handicapées	Rapport sur l'accessibilité des petits commerces	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Ministère de la Famille (MFA) Ministère du Tourisme (MTOUR) Ordre des architectes du Québec Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Société d'habitation du Québec (SHQ) Associations qui défendent les droits des personnes handicapées	Aucuns frais	Collaboration aux travaux de l'OPHQ
Comité de normalisation BNQ	Comité de normalisation pour la norme du BNQ sur la contamination par les moisissures des bâtiments résidentiels	Bureau de normalisation du Québec (BNQ)	6 rencontres - environ 150 \$ par rencontre	Évolution de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Certification BNQ — Spécification du béton résidentiel — Rencontre exploratoire	Définir les exigences pour le béton résidentiel qui seront incluses à la certification des usines de béton prêt à l'emploi (BNQ 2621-905)	Association Béton Québec (ABQ) Bureau de normalisation du Québec (BNQ) Autres	Aucuns frais	Évolution d'une norme adoptée à la réglementation (problématique liée à la mise à jour de normes au CNB nécessitant une mise à jour d'une norme BNQ)
Comité Cadre de référence intervention pipelines (Comité CRIP)	Élaboration du document « Cadre de référence pour la gestion de l'intervention en cas d'incident majeur impliquant un pipeline »	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Office national de l'Énergie Sécurité publique Canada	Aucuns frais	Développement d'un cadre de référence pour l'intervention en cas d'événement (sinistre) impliquant un pipeline.
Comité consultatif du projet d'élaboration des outils de formation pour la qualification professionnelle des travailleurs en installation d'équipement pétrolier CEMEQ — CPIEPQ	Valider les références à la réglementation de la RBQ dans les divers modules de formation préparés par ces organismes.	Association des entrepreneurs pétroliers du Québec (AEPQ), membres de la Mutuelle de formation-CPIEPQ (Comité paritaire d'installation d'équipement pétrolier du Québec), personne reconnue en équipement pétrolier, Emploi Québec, Syndicat des métallos, Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec (CEMEQ), Spécialiste en santé sécurité au travail, entrepreneur, Service aux entreprises de la Commission scolaire de la Rivéraine.	Aucuns frais	Révision finale du contenu faisant référence à la réglementation de la RBQ dans les modules de formation. Publication des manuels et début des formations.
Comité technique et formation de l'Association québécoise du propane (AQP)	Représenter la RBQ pour l'application de la réglementation qui concerne le gaz par rapport aux besoins de l'industrie du propane	Des représentants des distributeurs de propane du Québec, entrepreneur en installation de gaz, au besoin, des représentants d'entreprise spécialisée en analyse de risque.	Aucuns frais	L'industrie du propane a été informée des nouvelles règles du code de sécurité qui concernent les propriétaires des stations de remplissage.
Comité Bonnes pratiques	Production et mise à jour de fiches informatives sur la plomberie	CMMTQ	Aucuns frais	Révision et mise à jour de fiches Bonnes pratiques en plomberie. Les versions à jour ont été déposées sur notre site Web.
Comités technique dispositif anti-refoulement (DAR)	Comité strictement technique sur l'application de la norme CSA B64.10 et et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec ASPE, Polytechnique de Montréal, manufacturiers, enseignants	Aucuns frais	Encadrement technique de la norme sur les raccordements croisés

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité Québec DAR	Comité strictement administratif de l'application de la norme CSA B64.10 et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec ASPE, Polytechnique de Montréal	Frais inclus dans le comité technique	Encadrement administratif de la norme sur les raccordements croisés
Comité consultatif sur l'électrification des transports	Consultation concernant l'installation électrique pour la recharge des véhicules en lien avec les nouvelles exigences du chapitre V-Électricité	Institut du véhicule innovant (IVI) Hydro-Québec	Aucuns frais	Publication d'un guide par l'Institut du véhicule innovant (en préparation)
Comité interministériel sur la mise en œuvre du Plan directeur de Transition énergétique Québec (TEQ)	Convenir de la participation des ministères et organismes gouvernementaux à la mise en œuvre du Plan directeur de TEQ	TEQ, MAPAQ, MEI, MEES, MFQ, MTQ, MSSS, MELCC, MERN, MFFP, MAMH	20 \$ 21 février et 13 juin dans les bureaux de la TEQ à Québec	Présentation du plan directeur
Comité interministériel d'élaboration du Plan d'électrification et de changements climatique (PECC) - Bâtiments résidentiels	Détermination de mesures phares structurantes qui auront un impact important, tangible et mesurable sur les émissions de GES du Québec, sur l'adaptation aux changements climatiques et sur plusieurs sphères de l'économie et de la société québécoise	MELCC, TEQ, MERN, MFFP, Hydro Québec	29 août, 17 septembre, 27 septembre, 28 octobre dans les bureaux du MELCC à Québec	Les travaux des comités Bâtiment volet résidentiel ont pris fin en octobre 2019. Les mesures phares identifiées lors des rencontres guideront le processus d'élaboration du PECC 2020-2030 qui devrait être rendu public sous peu.
Comité interministériel d'élaboration du Plan d'électrification et de changements climatique (PECC) - Bâtiments commerciaux-institutionnels	Détermination de mesures phares structurantes qui auront un impact important, tangible et mesurable sur les émissions de GES du Québec, sur l'adaptation aux changements climatiques et sur plusieurs sphères de l'économie et de la société québécoise	MELCC, TEQ, MERN, MFFP, Hydro Québec	29 août, 18 septembre, 4 octobre, 28 octobre, dans les bureaux du MELCC à Québec	Les travaux des comités Bâtiments volet commerciaux et institutionnels ont pris fin en octobre 2019. Les mesures phares identifiées lors des rencontres guideront le processus d'élaboration du PECC 2020-2030 qui devrait être rendu public sous peu.
Comité de suivi – Méthodologie d'évaluation des vulnérabilités climatiques d'un parc immobilier	Développer une méthode de diagnostic de vulnérabilité aux changements climatiques du parc immobilier de la SQI	SQI, INSPQ, RBQ, MSSS, Hydro Québec, SPAC, Ouranos, CISSSO	24 avril dans les bureaux de la SQI à Québec	Présentation par la SQI de leur projet et évaluation des opportunités de collaboration avec leurs organismes partenaires.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité Guide pratique et son complément		MSSS, MSP, RBQ, ATPIC, ACSIQ, SSI Montréal	1 fois par mois Aucuns frais	Le guide a été validé et les commentaires ont été transmis au MSP.

3. Comités nationaux

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Réunion générale annuelle des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB), <i>American Society of Mechanical Engineers</i> (ASME) <i>Conference Committee</i> et ASME Code Week (Codes ASME et NB adoptés par règlement et/ou référenciés par la norme CSA-B51)	Assurer une participation active afin de s’informer des changements prévus aux prochaines éditions des divers codes et normes (ASME et NB) applicables aux installations sous pression et s’assurer d’expliquer la position du Québec et les possibles effets sur les divers intervenants québécois. Représenter la RBQ, faire valoir ses objectifs et défendre ses orientations.	Juridictions canadiennes (provinces et territoires) ; Juridictions américaines ; Représentants des compagnies d’assurance et d’inspection (Personnes reconnues) ; Représentants des divers intervenants du secteur : Fabricants, réparateurs, propriétaires-utilisateurs ; Représentants d'intérêt général (ingénieurs, concepteurs, organismes internationaux).	Salt-Lake City 5-10 mai 2019 Frais de déplacement assumés par le National board RBQ : 95,65 \$ CAD	Changements à venir dans la nouvelle édition des Codes applicables; Importance de la formation <i>National board</i> : rappel du souhait d’Un Code, Une étampe, Un inspecteur! Statistiques des incidents/accidents : Harmonisation de la pratique des inspections d’installations sous pression; Non-conformités récurrentes, problématiques techniques constatées en installation pour divers types d’équipements; importance des programmes de contrôle qualité de type « R-Stamp » et « OUIO »; Diverses présentations techniques pour le domaine ISP. Participation aux comités techniques des Codes ASME qui se réunissent pendant ces mêmes journées
Comité consultatif provincial territorial des politiques sur les codes (PTPACC)	Orienter et superviser l’élaboration des codes modèles nationaux de construction et encourager l’uniformité de la réglementation sur les bâtiments et les installations dans l’ensemble du Canada.	Ministères et organismes provinciaux et territoriaux du Canada	28-29 mai 2019 Remboursé à 100 % 2-5 oct. 2019 1 298,90 \$ Plusieurs rencontres en téléconférence	Développement des codes dans une perspective d’uniformisation et de cohérence. Mise en commun et échange des meilleures pratiques. Les sujets abordés se rapportent aux enjeux, aux priorités, aux demandes et aux décisions concernant les codes modèles nationaux de construction.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCBFC)	Veille à orienter, à élaborer et à mettre à jour les publications de Codes Canada. Elle encadre les travaux de nombreux comités et groupes d'étude et elle approuve officiellement tous les codes modèles et les documents connexes ainsi que les révisions techniques avant qu'ils soient publiés par le CNRC	Les membres sont choisis dans toutes les régions du Canada en fonction de leurs domaines d'intérêt et de leur expertise plutôt qu'à titre de représentants d'associations ou de groupes particuliers. Ils sont choisis en vue d'apporter une large représentation géographique et technique	29-30 mai 2019 Aucuns frais 4 rencontres par téléconférence : 19 juin, 31 oct . 13 nov., 16 déc. 2019 Aucuns frais	Développement des codes et normes nationaux en ascenseurs et appareils élévateurs, remontées mécaniques, électricité, gaz, équipements pétroliers, installations sous pression, jeux et manèges
American Society of Mechanical Engineers (ASME)	Rencontre aux deux ans entre l'ASME et les agences d'inspection autorisées (AIA)	Regroupement des représentants canadiens et américains qui adopte par règlement les codes et normes sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs publiés par l' <i>American Society of Mechanical Engineers</i> (ASME)	Orlando 15-18 octobre 2019 RBQ : 1 555,14\$ CAD	Présentation sur les exigences des programmes de contrôle de l'entretien
Association des chefs inspecteurs du Canada (ACI)	S'informer sur toutes les activités reliées aux installations sous pression dans toutes les juridictions canadiennes et discuter de tout changement. Représenter la RBQ au sein du ACI	Représentants de toutes les juridictions canadiennes (provinces et territoires); Représentants du <i>National board of boiler and pressure vessel inspector</i> , CNSC (Canadian nuclear safety commission), National Energy Canada. Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants des agences d'inspection périodique	Vancouver 18-20 août 2019 RBQ : 1 265,90 \$ CAD	Importants sujets techniques à harmoniser qui sont débattus : entente de reconnaissance mutuelle de revues des conceptions (NEC; qualification des soudeurs et des MMF, nouvelle norme de classification des locaux techniques; problématiques de déclaration de conformité du constructeur pour les chaudières basse pression (ASME Section IV); fuites d'ammoniac; inspections périodiques, gestion du risque, utilisation d'un outil d'échange d'informations pour le traitement des NEC, refonte du Code CSA- B51. Continuer à travailler pour l'harmonisation des exigences concernant les installations sous pression à travers le Canada.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Réunion technique des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB),	Revue des sujets techniques d'actualités; Changements aux Codes ASME et <i>National board</i> .	Représentants de toutes les juridictions nord-américaines en installations sous pression; Membres du <i>National board</i> .	Frais de déplacement assumés par le <i>National board</i> RBQ : 1 231,37 \$	Information sur les sujets d'intérêt au Québec concernant les installations sous pression; Obtention des positions officielles de l'ASME et <i>National board</i> sur les questions techniques vécues par le milieu au Québec; Continuer la discussion sur les Codes <i>National board</i> (NBIC)
Comités CSA-B51 et CSA-B52 (Association Canadienne de Normalisation (CSA))	Assurer une participation active afin de défendre les intérêts du Québec. Faire valoir et défendre les objectifs et orientations de la RBQ.	Juridictions canadiennes (provinces et territoires); Représentants des producteurs / fabricants; Représentants des usagers et d'intérêt général.	Vancouver 21-23 août 2019 RBQ : 3 850,44 \$ CAD	Prochaine édition des Codes CSA-B51 et CSA-B52 prévue en 2019 et en 2020; Travaux à continuer avec plusieurs sous-groupes; Validation technique des versions françaises. Refonte de la norme CSA-B51 (introduction de l'accréditation des juridictions ou AQAs)
ACI-TC et Sous-comité CSA B-51 pour les clauses 4, 5, 8, 11 et annexe D	ACI-TC – Résoudre des problèmes techniques et réglementaires et répondre aux questions posées par l'association des chefs inspecteurs au Canada (ACI); Sous-comité CSA B-51 pour les clauses 4, 5, 8, 11 et annexe D – proposer de changements futurs et gérer les demandes concernant les clauses en question.	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants des grands utilisateurs d'équipements sous pression et des compagnies d'assurances	Ottawa 27-31 mai 2019 RBQ : 1 139,15 \$	Clarification de la position de la RBQ sur les divers sujets techniques par rapport aux autres provinces canadiennes; échange d'avis sur les sujets d'actualités dans le domaine des ESAP; réagir aux problèmes et demandes d'industries d'équipements sous pression.
Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC)	Définition et qualification des agences d'inspection autorisées (AIA) Programme d'accréditation du <i>National board</i> ; Processus de déclassement.	Représentants de juridictions canadiennes actives dans le domaine nucléaire Représentants d'exploitants utilisateurs de centrales nucléaires Représentants des firmes d'ingénierie et de conception	Ottawa 20 février 2020 RBQ : 180,40 \$ CAD	Discussion sur les sujets d'intérêt de notre Agence d'inspection autorisée au sujet d'application de standard CSA N285.0 : Clarification des définitions (AIA, réparation de routine); processus de mise hors service d'une centrale nucléaire (« decommission process »); qualification des inspecteurs autorisés.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Conseil canadien des normes (CCN)	Réunion de consultation sur le programme d'accréditation des organismes d'inspection et de certification, notamment dans le domaine de l'électricité	Représentants des organismes de réglementation provinciale (ABSA-Alberta, ESA-Ontario, OFCM-Manitoba, Saskatchewan, Colombie-Britannique); Représentants du conseil canadien des normes; Représentants des organismes d'inspection (Intertek, eSAFE, CSA, QPS.); et représentants des auditeurs du programme d'accréditation.	Réunion à Ottawa le 5 et 6 décembre 2018	Formation d'un sous-comité de travail pour révision du programme d'audit des organismes d'inspection (IB-Revap program)
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP -NPSAC)	Promouvoir l'adoption des codes et des normes de sécurité dans le domaine des installations techniques Donner des avis sur l'évolution de codes et sur le fonctionnement du système canadien de normalisation. Collaborer et se concerter sur l'administration des codes et des normes dans la réglementation des provinces et territoires.	Organismes de réglementation fédéraux, provinciaux et territoriaux. le Conseil canadien des normes, l'Association canadienne de normalisation (CSA), les Laboratoires des assureurs du Canada et le Bureau de normalisation du Québec (BNQ)	19-20 juin 2019 1983,86\$ 25-27 juin 2019 1651,57 \$ 23-25 oct. 2019 3506,80 \$ 2-3 déc. 2019 1014,12 \$ 15 rencontres en téléconférence: 4 avril, 15 juil. 16 et 29 août 9 sept. 15, 18, 22,23 et 25 oct. 10 et 20 déc. 2019 7, 13 et janv. 4 févr. 2020 Aucuns frais	Avancement du projet de création d'un mécanisme national de partage de données sur les accidents. Collaboration sur l'échange d'information sur les accidents et incidents récents. Amélioration anticipée de la connaissance des problèmes de contrefaçon pouvant poser des risques Partage d'expertise sur l'évaluation et la gestion des risques dans d'autres juridictions. Avis au Conseil canadien des normes sur divers sujets reliés au développement des normes au Canada.
Comité permanent sur les maisons et les petits bâtiments (Partie 9)	Étudier, proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment pour la partie 9 du code.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail sur les escaliers	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Groupe de travail sur l’accessibilité	Élaboration des exigences en accessibilité (CNB 2020)	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Groupe de travail sur la construction de bâtiments en bois de grande hauteur (CNRC)	Élaboration des exigences en sécurité incendie pour la construction de bâtiments en bois de grande hauteur pour l’édition du Code national du bâtiment (CNB) 2020	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Comité permanent sur la protection incendie	Proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment (CNB)	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au CNB Travaux en continu
Groupe de travail Système d’alarme incendie	Évolution du Code de construction sur le volet sécurité-incendie.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au Code national du bâtiment
Comité prévention des incendies secteur agricole	Prévenir les sinistres d’origine électrique sur les fermes et promouvoir ainsi que favoriser la surveillance des travaux électriques dans les installations agricoles	Corporation des Maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Union des producteurs agricoles (UPA) Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) Promutuel Assurance Octane stratégie Hydro-Québec Ministère de la sécurité publique (MSP) National Association des techniciens en prévention-incendie du Québec (ATPIQ) Fédération québécoise des municipalités (FQM) Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (MAPAQ)	500 \$ (déplacements)	Création d’un sous-comité qui effectue des visites de prévention et de sensibilisation sur les fermes
Sous-comité CBCS et Service incendie Montréal (SIM)	Identifier les difficultés suite à l’adoption Canaux de communication facilitateurs Avoir un soutien de proximité (plaintes)	Représentants opérationnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal		Ancien sous-comité sur les plaintes et signalements, converti en sous-comité CBCS, faisant suite à l’adoption (2017)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité conjoint service incendie Montréal (SIM)	Partager nos façons de faire, nos orientations et préoccupations Orienter le sous-comité CBCS face aux problématiques relevées (décisions)	Représentants décisionnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal	Frais déplacements RBQ 40 \$	Rencontre du 5 décembre 2019
Comité permanent de l’usage et des moyens d’évacuation des bâtiments	Étudier, proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment concernant les usages et les moyens d’évacuations.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail sur les maisons de soins	Élaboration des exigences en sécurité incendie visant les maisons de soins pour l’édition du Code national du bâtiment (CNB) 2020.	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail Grab Bars	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Comité permanent sur l’efficacité énergétique dans les bâtiments	Évolution du Code national de l’Énergie pour les bâtiments (CNÉB)	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	15-17 mai 2019 CNRC rembourse 100 % des frais	Modifications au CNÉB et à la section 9.36. du CNB
<i>Federal Provincial Territorial Energy Codes Implementation Group</i> (FPTECIQ) Groupe de mise en œuvre des codes de l’énergie fédéral-provincial-territorial	Suivi de l’implantation et de l’évolution des codes de l’énergie au Canada	Ressources naturelles Canada, Conseil national de recherches du Canada (CNRC), représentants des ministères de l’Énergie et des autorités ayant juridiction pour l’implantation des exigences réglementaires en efficacité énergétique des provinces	Aucuns frais (conférence téléphonique)	<i>Federal Provincial Territorial Energy Codes Implementation Group</i> (FPTECIQ) Groupe de mise en œuvre des codes de l’énergie fédéral-provincial-territorial
Groupe de travail sur la conformité par la performance énergétique		Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	0 \$ échange par visio et courriel	Simplifier la simulation énergétique
Workshop on Floods and Climate Change	Élaborer un guide de bonnes pratiques qui favorisera le développement de nouvelles communautés résidentielles résilientes	Représentants de villes canadiennes et américaines, professeurs université, CNRC, ressources naturelles et infrastructures	Aucuns frais (Frais de déplacement assumés par le CNRC)	Workshop on Floods and Climate Change

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Standing committee – HVAC and Plumbing	Participer à l'évolution du Code national de la plomberie (CNP)	CNRC et membres du comité	15-18 avril 2019 CNRC rembourse 100 % des frais	Évolution du CNP
Comité aviseur canadien en plomberie (CACP)	Table de concertation sur les normes de plomberie ainsi que dans les cas litigieux comme les produits hors norme ou sans norme.	Organismes réglementaires, représentants de l'industrie, organismes de certifications, CNRC, Conseil canadien Normes.	Aucuns frais	Maintenir à jour le Code de plomberie en ce qui a trait aux matériaux et aux produits de plomberie.
Comité canadien de réglementation en plomberie (CCRP)	Échanger et informer le comité aviseur canadien des décisions et actions que prendront les provinces.	Représentants des provinces	11-14 août 2019 ICPC rembourse 100 % des frais	Échanger sur les différentes problématiques rencontrées, les nouveaux concepts, etc. de façon à obtenir une certaine uniformité dans l'application de la réglementation.
Comité aviseur interprovincial en gaz (IGAC)	Assurer une application homogène des normes de sécurité en gaz et une liaison avec les organismes de certification, d'inspection et de rédaction de normes et la sécurité du gaz au Canada	Toutes les provinces et territoires du Canada, les organismes de certification, d'inspection et de rédaction de normes, le Conseil canadien des normes et Santé Canada	Frais inclus dans le comité techn. B149.1-2- 3 (CSA)	Travail en continu : échanger sur les différentes problématiques rencontrées, les nouveaux concepts, etc. de façon à obtenir une certaine uniformité dans l'application de la réglementation.
Canadian Advisory Council on Electrical Safety (CACES)	Harmoniser la réglementation touchant le secteur électricité entre les provinces canadiennes	Représentants des autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité (Provinces et grandes villes Canadienne) (RAAB), représentant du Conseil canadien des normes, des organismes de certifications, d'inspections et de rédaction de normes, et intérêt général.	Frais inclus dans le déplacement du comité canadien de l'électricité, Partie I (CSA)	Travail en continu et rencontre annuelle des organismes de certification de produits électrique.
Comité Code canadien de l'électricité, Partie I (CSA)	Comité technique pour l'élaboration et l'interprétation des exigences du Code canadien de l'électricité	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	15-21 juin 2019 2 495,13 \$ 17-22 nov. 2019 1 726,86 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Adoption des propositions de changements pour l'édition 2021 du CCE

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité permanent des matières et activités dangereuses (CPMAD) Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies	Le CPMAD prépare les recommandations à l'intention de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI) relatives aux exigences dans les codes modèles nationaux de construction et les documents connexes en matière de prévention, d'atténuation et de contrôle des risques dans les bâtiments et les aires extérieures, y compris dans les aires souterraines, où : •des activités qui présentent un risque d'incendie ou d'explosion ont lieu; et •des matières combustibles, des marchandises dangereuses, des liquides inflammables ou des liquides combustibles sont stockés, utilisés, manipulés ou transformés.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la sécurité incendie	7-8 mai 2019 CNRC rembourse 100 % des frais	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du CNPI afin d'informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d'identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.
Technical Committee on Wiring Product (TCWP CSA)	Comité technique pour la révision et approbation des normes de fabrication de produits électriques.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Vote sur les propositions par courriel	Voter sur les changements aux normes de fabrifications électriques.
Strategic Steering Committee on Mechanical Industrial Equipment Safety (MIES SSC)	Fournir des avis et des recommandations relatives à l'élaboration de normes touchant le domaine des ascenseurs et des appareils sous-pressions.	CSA Group, ABSA, Technical Standards & Safety Authority (TSSA), H. H. Angus & Associates Ltd., S Katz and Associates inc., University of Calgary Smith + Anderson, Madiko Consulting, Slegers Engineered Products inc., AES Engineering, Otis Canada Inc.	Frais inclus Partie I (CSA) Autres rencontres via téléconférence	Rédaction d'un plan stratégique.
Regulatory Authority Committee (RAC)	Échanger et informer le comité aviseur canadien (CACES) des décisions et actions que prendront les provinces sur les différents sujets touchant la réglementation et la certification en électricité.	Représentants des autorités (provinciales et municipales) ayant juridiction sur les installations électriques (RAAB).	Frais inclus Partie I (CSA)	Rencontre annuelle.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Steering Committee on Requirements for Electrical Safety (SCORES)	Comité stratégique permettant d’orienter les actions à prendre pour l’élaboration des normes du secteur électricité.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l’électricité.	Frais inclus Partie I (CSA)	Rencontre annuelle.
Comité technique B45 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les appareils sanitaires	Déterminer les exigences et performances des appareils sanitaires.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucuns frais	Évolution de la norme
Comité B55 : Récupérateurs de chaleur des eaux d’évacuation en plomberie (CSA)	Mise à jour de la norme sur les récupérateurs de chaleur des eaux d’évacuation en plomberie.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	12 juin 219 802,30 \$ 15 nov. 219 654,11 \$ 10 janv. 2020 532,78 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Défendre et faire valoir les positions de la RBQ, en tenant compte des orientations et intérêts du Québec sur les propositions de modifications de ces diverses normes. Développer notre expertise dans le domaine.
Comité B64.10 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les dispositifs anti refoulement et des réducteurs de pression B356	Mise à jour des normes sur dispositifs anti refoulement (norme d’installation et de fabrication) et sur les réducteurs de pression (fabrication)	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	31 oc. 219 622,39 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Défendre et faire valoir les positions de la RBQ, en tenant compte des orientations et intérêts du Québec sur les propositions de modifications de ces diverses normes. Développer notre expertise dans le domaine.
Comité technique B125 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les robinets	Déterminer les exigences et performances des robinets.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucuns frais	Évolution de la norme.
Comité B127.3 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Tuyaux de drainage en fibrociment et amiante-ciment	Divers intervenants concernés dans le milieu : fabricant, gouvernement, utilisateur	Aucuns frais	Évolution de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique B139 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Établir les exigences visant les installations de chauffages au mazout, l'alimentation des moteurs à combustion interne et les génératrices au diesel. Préparation de la prochaine édition du Code.	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	7-8 mai 2019 785,05 \$ 19-22 nov. 2019 1 220,55 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Présentation de diverses demandes de modifications de l'édition 2015 de ce Code. La prochaine édition de ce Code est prévue pour 2019. Travail en cours pour la révision de la version française.
Comité technique B149.1 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions des modifications du code B149.1 : Code d'installation du gaz naturel et du propane	Organismes de régulation provinciaux, industrie du propane et entrepreneurs spécialisés en gaz et groupe d'intérêt public	9-14 juin 2019 2 107,15 \$ 5-8 nov. 2019 1 678,65 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Traitement des propositions de modifications en cours pour leur intégration dans la prochaine édition de ce code.
Comité technique B149.2 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.2 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique B149.3 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.3 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique C22.2 n° 115 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les compteurs	Comité technique pour la révision de la norme de fabrication et de certification des embases de compteurs	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Aucun frais	2 Réunions face-à-face pour réviser la norme. (Travaux à finaliser).

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique Z98 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les remontées mécaniques	Uniformiser les exigences canadiennes relatives à la conception, à la construction, à l’installation, au fonctionnement, à l’entretien, à l’inspection et à la mise à l’essai des remontées mécaniques. Ajout, retrait, modification d’articles selon les accidents et les différents problèmes techniques survenus.	Représentants des provinces canadiennes, des fabricants de remontées mécaniques, d’exploitants de stations de ski, de regroupements d’exploitants de Stations de ski, d’entrepreneurs en installation de remontées mécaniques, de consultants (ingénieurs), de concepteurs et de firme de consultants	Aucun frais	Vote annuel sur proposition de changements en vue du vote final quinquennal pour la publication de la prochaine édition de la norme nationale (CSA Z98) servant de base à la réglementation du Québec. Assurer la qualité des travaux de construction et la sécurité des installations de remontées mécaniques. Révision et publication aux 5 ans; Prochaine activité réglementaire en 2019
Comité technique Z276-18 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur le Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention	Élaborer et modifier les exigences techniques relatives aux installations de production, stockage et manutention de gaz naturel liquéfié (GNL) contenues dans la norme CSA Z276-15. Ces réunions font partie du cycle de révision de la norme en vue de l’édition 2018- 2019.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, distributeurs de gaz naturel, fabricants, consultants canadiens et américains et groupes d’intérêts associés au GNL.	Aucun frais	Des questions d’inspecteurs de la RBQ soumises au CT apportent des clarifications pour leur mandat en GNL; participation active à l’élaboration de l’édition 2018; ingénieur de la RBQ responsable du groupe sur la vérification de la traduction française de la norme. Un nouveau chapitre obligatoire sur la gestion des risques est créé; l’annexe D sur les centres de ravitaillement en GNL sera transférée au CSA B108.
Comité Z662 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les réseaux de canalisations de pétrole et de gaz	Le comité technique du code CSA Z662 met à jour les normes de conception, de construction, d’exploitation et d’entretien des réseaux de canalisations de l’industrie pétrolière qui transportent des hydrocarbures liquides.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, opérateurs de pipeline, fabricants, consultants	19-20 juin 2019 1 284,40 \$ 28-29 nov. 2019 1 940,43 \$ CSA rembourse 50 % des frais	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du code CSA Z662 afin d’informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d’identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.
Comité technique du Code canadien sur l’installation d’hydrogène	Rédaction du Code canadien d’Installation de l’hydrogène comme norme nationale et de son éventuelle adoption.	Bureau de normalisation du Québec, AVT and Associates, Hydro-Québec, TSSA, Conseil national de recherche du Canada, Canadian Nuclear Labs, l’industrie du gaz (Air Liquide et Praxair), consultants en installations d’hydrogène (Toyota Canada, Ballards Power Systems, Powertech Labs, HTEC, Change Energy Services, Clean Fuel Systems et Hydrogenics).	1 ^{er} au 3 déc. 2019 à Toronto 946,17 \$	Avancement dans les modifications apportées pour la prochaine édition de cette norme et la rédaction suit son cours pour être publiée en 2020
Comité Z800 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Réunion du comité de la norme CSA Z800 sur la protection contre des inondations de sous-sols	Divers intervenants concernés dans le milieu : fabricant, gouvernement, utilisateur	Aucuns frais	Mise en place de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique F24 : ASTM F24 sur les jeux et manèges	Uniformiser les exigences canadiennes et américaines relatives à la conception, à la fabrication, à la construction, à l’audit de qualité ou aux procédures de contrôle, à l’installation, au fonctionnement, à l’entretien, à l’inspection et à la mise à l’essai des jeux et manèges.	Représentants gouvernements provinciaux et internationaux, consultants, fabricants, exploitants, entrepreneurs, fournisseurs, assureurs, utilisateurs	2-4 mars 2020 RBQ 808,68 \$	Voter sur des propositions de changements en vue de la publication de prochaines éditions des nombreuses normes du comité F24. Entre autres, la norme F2783 a été créée pour remplacer la CSA Z267 dont la mise à jour n’est plus réalisée et qui servira éventuellement de base à la réglementation du Québec. Assurer la qualité des travaux et la sécurité des installations des jeux et manèges. Les normes peuvent être mises à jour plusieurs fois par année parfois, selon le besoin.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Technical committee on Work program S600A-S600B et S600H	Participer à l’évolution des diverses normes de certifications reliées aux équipements pétroliers	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	Aucuns frais (conférence téléphonique)	Revue de propositions de changements pour diverses normes.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Advisory Council Meeting	Informar les membres du comité consultatif sur les faits marquants de l’année passée et sur les nouveautés à venir. Fournir des avis et des recommandations relatives à l’élaboration de normes et plus particulièrement de normes nationales et autres documents reconnus.	Représentants des autorités ayant juridiction (provinciales et municipales)	36,80 \$ Frais remboursés par ULC	Information sur l’évolution des normes ULC transmise de façon continue aux responsables des divers domaines.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Mechanism for Safeguarding Impartiality committee	Identified risks for the ULC Inc. certification body	Underwriters Laboratories of Canada	Aucuns frais (Conférence téléphonique)	Assurer l’impartialité
CRN Steering Committee for the implementation of the reconciliation agreement	Nouveau comité mis sur pied à l’initiative du PTAC Coordination et communication pour la mise en œuvre de l’accord de conciliation sur le NEC	Présidents et vice-présidents des comités suivants: PTAC NPSAC (Comité sur le NEC Pancanadien) ACI (Association des chief inspectors)	0\$ Réunions téléphoniques ou par visioconférences	Échange de préoccupations et d’informations sur les besoins des provinces pour opérationnaliser l’entente

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique CSA N 285 – General requirements for pressure retaining systems and components in CANDU nuclear power plants	Élaborer les exigences normatives applicables à la production et à la réparation des pièces d'équipement des centrales nucléaires CANDU. Ce code est adopté par règlement au Québec.	Représentants de juridictions canadiennes actives dans le domaine nucléaire Représentants d'exploitants utilisateurs de centrales nucléaires Représentants d'industrie de fabrication et de réparation d'équipements sous pression Représentants des propriétaires des brevets sur les réacteurs CANDU, ainsi que les firmes d'ingénierie et de conception	Toronto 10-12 déc. 2019 RBQ : 1 534,10 \$ CAD	Nouvelle participation de la RBQ à ce comité, considérant que les discussions émergentes dans ce comité étaient présentes des enjeux pour la RBQ. Travaux portant sur la prochaine édition du code CSA N 285, travaux dans les sous-comités, validation de la version française.
Comité CSA Z7396.1 Réseaux de distribution de gaz médicaux	Élaborer les exigences normatives applicables aux réseaux de gaz médicaux. Ce code est adopté par règlement au Québec	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants d'exploitants-utilisateurs Représentants des concepteurs d'installations de distribution et des vendeurs d'équipements	Toronto 29 sept. au 2 oct. 2019 RBQ : 1 313,07 \$ CAD	Nouvelle participation de la RBQ à ce comité, puisque le nouveau règlement en ISP renvoie à cette norme et son application présente certains enjeux pour le Québec.

Aucun comité n'a de budget spécifique. Les dépenses encourues se limitent, s'il y a lieu, aux frais de déplacement, d'hébergement et de repas des représentants de la RBQ et aux coûts de location de salles pour la tenue des réunions.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-05

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2019-2020 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Personnel occasionnel par secteur

Secteur	2019-2020 (données au 25 mars 2020)	
	Nombre	%
Bureau du président-directeur général	15	2,9
Vice-présidence Enquêtes	4	0,8
Vice-présidence Réglementation et innovation	0	0,0
Vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations	29	5,6

Parmi les 42 recrutements réguliers effectués cette année, 27 occasionnels ont été régularisés, représentant 64,3 % des recrutements.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-06

Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2020-2021, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.

Mesures d'optimisation et rendements escomptés pour l'exercice financier 2020-2021

À sa séance du 3 décembre 2019, le Conseil du trésor a approuvé des rendements escomptés pour les mesures d'optimisation de l'approvisionnement. Le rendement escompté pour la RBQ a été fixé à 26 800 \$ et il doit faire l'objet d'une amélioration des résultats prévus pour l'exercice 2020-2021.

Ainsi, les résultats attendus de 2020-2021 passeront de 5 545 000 \$ à 5 572 000 \$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-07

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sondage auprès des citoyens, réalisé par la firme de sondage, de recherche marketing et analytique Léger : 10 950 \$.

Objet du contrat : Évaluer la perception que la population entretient à l'égard des actions de la Régie du bâtiment du Québec.

Sondage auprès des internautes, réalisé par la firme de recherche quantitative, qualitative et d'études de marché INFRAS : 6 898,50 \$.

Objet du contrat : Connaître la satisfaction des visiteurs du site Web de la Régie du bâtiment du Québec.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-08

Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2019-2020 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques et les renseignements qui les concernent demandés à la RBQ ou par celle-ci sont protégés par le secret professionnel prévu à l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne, RLRQ c. C-12 (ci-après la « Charte ») qui prévoit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. »

Rappelons que l'article 52 de la Charte précise :

« 52. Aucune disposition d'une loi, même postérieure à la Charte, ne peut déroger aux articles 1 à 38, sauf dans la mesure prévue par ces articles, à moins que cette loi n'énonce expressément que cette disposition s'applique malgré la Charte. »

La diffusion de ces renseignements pourrait également avoir une incidence sur la fonction de la RBQ de prévenir et de détecter des infractions en vertu de sa loi habilitante.

Par ailleurs, soulignons que plusieurs de ces renseignements sont aussi protégés étant donné que leur divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir un effet sur des poursuites judiciaires et qu'ils sont visés par le privilège du litige énoncé à l'arrêt *Blank c. Canada* (ministre de la Justice), [2006] 2 R.C.S. 319.

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas possible de fournir les renseignements demandés.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-09

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

CONTRATS OCTROYÉS	FIRMES RETENUES	COÛT \$
Révision FR et traduction FR-ANG	Sylvain Turner	932,97 \$
Révision FR et traduction FR-ANG	Sylvain Turner	245,34 \$
Révision FR et traduction FR-ANG	Sylvain Turner	142,29 \$
Traduction FR-ANG (Contrat n° 367 318 878)	Sylvain Turner	226,53 \$
Traduction FR-ANG – Traitement demande licence	Sylvain Turner	199,26 \$
Révision ANG - Questionnaire	Sylvain Turner	75,00 \$
Traduction-actualisation FR-ANG – Révision comparative ANG-FR	Sylvain Turner	1 083,39 \$
Traduction du français vers l'anglais	Sylvain Turner	146,52 \$
Traduction FR-ANG	Sylvain Turner	365,58 \$
Traduction FR-ANG Recherches terminologiques	Sylvain Turner	2 245,30 \$
Révision FR et indication des corrections à apporter dans les fichiers	Sylvain Turner	480,00 \$
Traduction FR-ANG	Sylvain Turner	179,01 \$
Révision-optimisation ANG	Sylvain Turner	1 380,00 \$
Traduction FR-ANG en tenant compte des exigences terminologiques de la RBQ	Sylvain Turner	1 512,45 \$
Traduction du français vers l'anglais – codes et règlements	CSPQ ¹	7 761,20 \$

¹ Il s'agit d'une entente de services avec le CSPQ, ce qui explique que cette information n'apparaît pas à la fiche RG-08 portant sur les contrats octroyés par la RBQ.
RP1-09_2020-07-08_SGAI-DCOM-DAJ.docx

CONTRATS OCTROYÉS	FIRMES RETENUES	COÛT \$
Traduction du français vers l’anglais de questions d’examens (DQRC)	Sylvain Turner	278,64 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

OBJET	COÛT
Coût des travaux d'aménagement du nouveau siège social de la RBQ ¹ au 255 boulevard Crémazie EST à Montréal.	3 129 754 \$ ²

¹ En janvier 2019, le propriétaire de l'immeuble situé au 545 boulevard Crémazie Est, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), a exercé son option de dénonciation du bail afin que la RBQ libère ses bureaux au plus tard en juin 2020. La fin du bail était initialement prévue le 30 avril 2023.

² Étant donné que le contrat pour l'aménagement des bureaux a été octroyé à la mi-février, les coûts pour la SQI sont des estimations.

* Le coût total du projet, autorisé via le C.T. 221754 est de 9 991 k\$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

- a) Tirage de 13 paires de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal**
- b) 13 paires de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal (aucun coût, valeur totale de 416 \$)
- c) Encourager l'intérêt des employés envers le domaine d'expertise de la Régie du bâtiment du Québec, présent à titre d'exposant, et favoriser le sentiment d'appartenance des employés au regard de l'organisation.
- d) Ce concours a pris fin le 5 février 2020.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

La RBQ n'a conclu aucun contrat supérieur à 25 000 \$.

Annexe à la fiche RP1-12		Campagnes de publicité et de sensibilisation 2019-2020 (contrats de moins de 25 000 \$)		
Campagnes de sensibilisation				
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
RBQ inspection de façades de bâtiment	305,27 \$	CSPQ	avr-19	Sensibiliser les propriétaires sur leurs obligations concernant l'inspection des façades
Feuillet RPA - Résidences privées pour aînés : vos obligations	140,95 \$	Irving	Printemps 2019	Informér les intervenants sur la réglementation et leurs obligations concernant les RPA
Journal RBQ Express - MCEE	220,00 \$	Groupe ETR	Printemps 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité, plomberie, gaz et ISP sur leur rôle; informer sur les modifications règlementaires
Journal RBQ express - AGRTQ	62,15 \$	Irving	Automne 2019	Informér les intervenants de la réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Inondations 2019	147,00 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	425,00 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	218,82 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	6 999,99 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	1 294,46 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	6 799,99 \$	Copies de la Capitale	Printemps 2019	Informér les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Journal RBQ express - ACSIQ	64,70 \$	Irving	Printemps 2019	Informér les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Journal RBQ express - SPISIQ	112,00 \$	Groupe ETR	Automne 2019	Informér les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Feuillets La construction en bois atteint de nouveaux sommets - Woodrise	215,87 \$	Irving	Automne 2019	Informér les intervenants sur l'évolution des exigences concernant la construction en bois
Journal RBQ express - CMEQ	220,00 \$	Groupe ETR	Automne 2019	Informér les entrepreneurs des exigences de la réglementation en électricité.
Journal RBQ express - CONTECH Bâtiment	83,55 \$	Irving	Automne 2019	Informér les intervenants sur la réglementation dont les nouveautés à venir en efficacité énergétique
Journal RBQ express - AGRTQ	62,15 \$	Irving	Automne 2019	Informér les intervenants de la réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Feuillets Cheminement d'un dossier d'inspection (#2422)	759,00 \$	Audaz	Automne 2020	Informér les intervenants sur le cheminement d'un dossier d'inspection à la RBQ
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Formation WEB CMEQ	1 048,00 \$	MTESS	Automne 2019	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (bornes de recharge véhicules électriques).
Baumes à lèvres - Tournée Ma Neige (ASSQ)	869,30 \$	Publicité JL	Hiver 2020	Campagne de sensibilisation des skieurs concernant l'utilisation sécuritaire des remontées mécaniques.
Oriflammes - Tournée Ma Neige (ASSQ)	745,86 \$	Fabrik 66	Hiver 2020	Campagne de sensibilisation des skieurs concernant l'utilisation sécuritaire des remontées mécaniques.
Feuillets d'information pour le Salon Habitation	258,00 \$	Groupe ETR	Hiver 2020	Informér les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de construction ou de rénovation (aide-mémoire)
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Formations WEB CMEQ	1 043,00 \$	MTESS	Hiver 2020	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (autres sujets).
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Tournée CGR 2020	1 043,00 \$	MTESS	Hiver 2020	Sensibiliser les entrepreneurs sur les principaux vices de construction dans les bâtiments résidentiels neufs.
Avis de cotisation	253,80 \$	Groupe ETR	Tout au long de l'année	Informér les intervenants de leurs obligations.
Avis de cotisation	282,00 \$	Audaz	Tout au long de l'année	Informér les intervenants de leurs obligations.

Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Dépliants Évitez les bris d'infrastructures souterraines	105,00 \$	Groupe ETR	Tout au long de l'année	Informé et sensibiliser les entrepreneurs à éviter de briser les infrastructures souterraines
Dépliants Attention à la contamination de l'eau potable (#2307 et #2307A)	888,00 \$	Audaz	Tout au long de l'année	Informé les propriétaires sur les moyens pour protéger le réseau d'eau potable d'une contamination
Feuillet Paiement en ligne (#2409)	798,11 \$	Copie de la Capitale	Tout au long de l'année	Informé les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à
Feuillet Paiement en ligne (#2409)	756,95 \$	Irving	Tout au long de l'année	Informé les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à
Pochettes La RBQ et vous (#2427)	5 770,60 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Pochette d'accueil d'un nouvel entrepreneur - Information sur ses obligations et ses responsabilités
Brochures Plan de garantie (Condo) version anglaise	4 108,96 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Informé les nouveaux acheteurs (condo) concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Brochures Plan de garantie (Maison) version française	13 578,60 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Informé les nouveaux acheteurs (maison) concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Feuillet 2374 - Lors de l'installation d'un compteur d'eau, protégez le réseau d'eau potable	329,16 \$	Irving	Tout au long de l'année	Informé les propriétaires de bâtiment qu'ils doivent protéger le réseau d'eau potable avec un DAR
Exigences sur les gicleurs dans les RPA : prolongation délai	18,87 \$	Atelier des Vieilles Forges	26 août 2019	Informé les propriétaires du report de la date d'entrée en vigueur des exigences sur les gicleurs
Exigences sur les gicleurs dans les RPA : prolongation délai	171,05 \$	Atelier des Vieilles Forges	10 septembre 2019	Informé les propriétaires du report de la date d'entrée en vigueur des exigences sur les gicleurs
Migration de l'outil informatique UEP (MERN) vers le système GIC (RBO)	393,29 \$	Atelier des Vieilles Forges	5 février 2020	Informé les propriétaires et les exploitants des changements à venir (Équipements pétroliers)
Virage numérique du BEHESP (RBQ)	532,49 \$	Atelier des Vieilles Forges	19 mars 2020	Informé les intervenants du domaine des installations sous pression (ISP) sur le virage numérique du BEHESP
Congrès, Colloques et Salons				
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Para-post "La Certification : une obligation, pas une option"	268,70 \$	Impecca	Printemps 2019	Support visuel thématique lors de présentation des spécialistes de la RBQ
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Tout au long de l'année	Soutenir l'association afin de promouvoir ses services d'aide dans le domaine de la construction auprès des consommateurs.
Colloque pour le mieux-être des aînés	500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	11 avril 2019	Informé les intervenants de la réglementation concernant les RPA
MCEE - Mécanex/Climatex/Électricité/Éclairage	6 604 \$	Interne RBQ	24 et 25 avril 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité, plomberie, gaz et ISP sur leur rôle, informer sur les modifications réglementaires à venir
Sommet de la Construction de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	3 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	29 avril 2019	Faire le point sur l'industrie de la construction et ses principaux enjeux et défis (avec CCQ et CNESST)
Journée sur le développement du logement communautaire et social (Association des groupes de ressources techniques du Québec - AGRTQ)	800 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	30 avril 2019	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Congrès de la Corporation officiers municipaux en bâtiment & environnement du Québec (COMBEQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	2 au 4 mai 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	13 541 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	18 au 20 mai 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Gala du président de l'Association patronale des entreprises en construction du Québec (APEQC)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	23 mai 2019	Poursuivre les efforts de sensibilisation et maintenir les relations d'affaires avec les partenaires du milieu
Séminaire de perfectionnement des intervenants en sécurité incendie du Québec (SPISIQ)	7 377 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	12 au 14 septembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)

Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Woodrise 2019	7 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	30 sept. au 4 oct 2019	Sensibiliser les intervenants sur l'évolution des exigences concernant la construction en bois
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	8 251 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	18-19 octobre 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité sur les exigences réglementaires
Colloque annuel de l'Association des gestionnaires de parcs immobiliers institutionnels 2019 (AGPI)	2 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	23 octobre 2019	Sensibiliser les intervenants sur la réglementation et leurs obligations
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	15 560 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	24 octobre, 21 novembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur la réglementation dont les nouveautés à venir en efficacité énergétique
Rendez-vous de l'habitation - Société d'habitation du Québec (SHQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	5 novembre 2019	Poursuivre les efforts de sensibilisation et maintenir les relations d'affaires avec les partenaires du milieu
Matinée-conférence de l'Association des architectes en pratique privé du Québec (AAPPQ) - collaboration AGRTQ	750 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	27 novembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Formations CMEQ 2020	6 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Tout au long de l'année	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (sujets variés)
ExpoHabitation de Montréal	9 675 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	6 au 9 février 2020	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Congrès Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	20 au 21 février 2020	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle et sur les nouveautés dans la réglementation
Tournée GCR 2020 (Formations techniques)	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	février et mars 2020	Informers les entrepreneurs sur les principales réclamations (description et solution)
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Entreposage sécuritaire du matériel promotionnel de la RBQ
Campagnes de publicité				
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
La Certification : une obligation, pas une option	2 595,00 \$	Interne RBQ	mai-19	Sensibiliser les intervenants sur les exigences de la réglementation concernant les produits certifiés
Nouvelle édition de la norme CSA B139	2 030,00 \$	Interne RBQ	oct-19	Sensibiliser les intervenants sur les nouvelles exigences réglementaires (Équipements pétroliers)

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Programme d'aide financière pour le soutien d'organismes et de projets destinés aux bénéficiaires du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs (art 140.1, Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs).

- a) Le conseil d'administration, par sa résolution n° 2015-245-11-1087 du 12 mai 2015, a approuvé un cadre normatif décrivant un programme de subvention et intégrant des protocoles d'entente et autres documents en vue de son administration.

La RBQ a reçu deux demandes de subvention dans le cadre de ce programme, d'une part par Service officiel de soutien Plan de garantie résidentielle (SOS Plan de garantie) et, d'autre part, par Engagement pour la qualité des édifices résidentiels (EQUER).

Le conseil d'administration a autorisé, le 8 novembre 2016, la constitution d'un comité d'évaluation indépendant et a sélectionné les membres à l'extérieur de la RBQ afin de procéder à l'analyse des deux demandes de subvention reçues, et ce, en plus d'éliminer toute situation et toute apparence de conflit d'intérêts.

Le comité d'évaluation a, le 31 mai 2017, déposé un rapport au comité des garanties financières, lequel a souscrit à la recommandation d'octroyer une subvention pour une période de trois ans à l'organisme SOS Plan de garantie.

Le Protocole d'entente 2019-2022 a été signé le 29 mars 2019.

- b) Le conseil d'administration, par sa résolution n° 2017-265-8-2111 du 13 juin 2017, a autorisé l'octroi d'une subvention à la hauteur de 1 092 475 \$ à l'organisme SOS Plan de garantie.
- c) Le montant accordé à l'organisme SOS Plan de garantie pour l'année 2019-2020 :

i.	Frais d'implantation :	70 078 \$
ii.	Exploitation :	<u>340 799 \$</u>
	Total	410 877 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Aucun employé de la RBQ n'est affecté aux affaires publiques.

Pour les employés de la direction des communications voir la réponse à la question RP1-01

- b) 1 628 925 \$ (budget de rémunération + budget de fonctionnement)

- c) Aucune rencontre

- d) Revue de presse :

I.C.I Influence communication inc. : 17 270,36 \$

- e) Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances, ventilé par années, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

Comptes à recevoir au 31 mars 2020	2020
Débiteurs relatifs à la tarification sectorielle	7 594 864 \$
Débiteurs relatifs à la qualification professionnelle	208 562 \$
Débiteurs relatifs aux intérêts	677 623 \$
Autres débiteurs	376 768 \$

Année 2019-2020

Chronologie des débiteurs :

- Moins d'un an : 8 428 269 \$*
- 1 à 2 ans : 283 150 \$
- 2 à 3 ans : 123 864 \$

* Comme les entrepreneurs ont jusqu'à deux mois après la fin du trimestre pour produire leurs déclarations de masse salariale, ce montant inclut des écritures totalisant 5,3 M\$ pour le trimestre se terminant en mars 2020 ajusté (440 k\$) pour tenir compte du contexte de la COVID.

Étapes du recouvrement :

- 1- Identification des soldes de plus de 90 jours.
- 2- Contact téléphonique auprès des clients.
- 3- Si absence de réponse, un message est laissé au client. Si aucun retour d'appel du client n'est reçu, une lettre est envoyée précisant les étapes à venir.
- 4- Si client est incapable de payer dans un délai raisonnable, proposition d'une entente de paiement.
- 5- Si impossible de communiquer avec le client ou s'il refuse de payer ou de prendre entente, préparer le dossier avec toutes les informations pertinentes pour l'acheminer au service juridique, afin qu'il procède à une mise en demeure et aux procédures légales, s'il y a lieu.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-16

Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2019-2020. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :

- a) SBL Public – régulier;
- b) SBL Public – Inuit;
- c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
- d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
- e) SBL Privé – régulier et spécial;
- f) Aide aux organismes communautaires;
- g) Supplément au loyer;
- h) Supplément au loyer spécial;
- i) Allocation-logement;
- j) Achat Rénovation;
- k) AccèsLogis Québec;
- l) Logement abordable Québec;
- m) Aide d'urgence aux ménages sans logis;
- n) Adaptation de domicile (PAD);
- o) Logements adaptés pour aînés autonomes;
- p) RénoVillage;
- q) RénoRégion;
- r) Réparation d'urgence;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement;
- t) Revitalisation des vieux quartiers;
- u) Pyrrhotite;
- v) Rénovation Québec;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
- aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-17

Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
 - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2019-2020;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2019-2020;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2019-2020;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

Le RBQ n'a aucune dépense imputée dans les activités énumérées. L'ensemble des réponses à cette question sera fournie par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-18

État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-19

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-20

Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2019-2020

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Nombre de plaintes reçues à la RBQ	2019-2020
Nombre de plaintes reçues	4031

Plaintes reçues par le Commissaire à la qualité des services à la clientèle	2019-2020
Nombre de plaintes reçues	155

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-21

Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection, d'heures d'inspection, d'avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2019-2020.

<u>Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020</u>	
	2019-2020
Nombre d'inspecteurs en poste ¹	111
Activités de surveillance effectuées ² :	
Nombre de dossiers finalisés durant la période	15 201
• Avec intervention	14 034
• Sans intervention ³	1 167
Nombre d'avis de correction émis	5 896
Nombre de déplacements effectués (initial et contre-visite)	15 515
Nombre moyen de dossiers finalisés par inspecteur	155 ⁴
Nombre moyen de visites par inspecteur ⁴	158 ⁵
Note : Le nombre d'heures d'inspection n'est pas disponible. On constate que malgré une baisse du nombre de visites effectuées, il faut noter une augmentation du nombre de dossiers par inspecteur par mois : <ul style="list-style-type: none">• Donnée de référence : 11,3 dossiers/inspecteur (correspondant à la valeur moyenne de 2018-2019)• Données à ce jour : 11,9 dossiers/inspecteur (correspondant à la valeur moyenne de 2019- 2020) Pour des raisons multiples (absences prolongées, maternité, postes en dotation, etc.), la RBQ doit composer avec une baisse de 10 % de ses effectifs en inspectorat, ce qui mène à une baisse de 3 % du nombre de visites réalisées. Cependant, force est de constater que le nombre moyen de visites par inspecteur a augmenté de 7 % comparativement à l'an dernier.	

¹ Nombre comprenant les inspecteurs principaux (98 inspecteurs en poste et 13 inspecteurs principaux au 31 mars 2020). Mentionnons que 20 postes d'inspecteurs sont à doter ainsi que 2 postes d'inspecteurs principaux en date du 31 mars 2020.

² L'approche de surveillance évolue en continue afin de mieux tirer profit de la gestion intégrée des risques. La responsabilisation des intervenants est au cœur de cette façon de faire, jumelée à la gestion des risques ainsi qu'à l'application de moyens coercitifs existants. L'objectif est de cibler les lieux d'inspection comportant le plus de risques et l'atteinte de la conformité des sites et installations dans les meilleurs délais. De plus, la RBQ a réalisé des activités d'information et de sensibilisation lors de congrès, dans des publications, sur son site Internet, etc.

³ Un dossier finalisé sans intervention signifie qu'il n'y a pas eu d'inspection technique, mais plutôt une vérification d'obligation administrative à l'aide de documents pertinents (Ex. Renouvellement de permis en équipement pétrolier).

⁴ La moyenne par inspecteur de l'année 2019-2020 est calculée en utilisant le nombre d'inspecteurs en poste (98) et exclue les inspecteurs principaux puisque ceux-ci font du soutien et de l'accompagnement auprès des inspecteurs.

⁵ Idem.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-22

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Dépenses de fonctionnement :

Traitement et avantages sociaux	38 866 857 \$
Transport et communication	2 176 878 \$
Services professionnels et techniques	14 090 148 \$
Loyers	4 306 467 \$
Fournitures et approvisionnement	213 063 \$
Transferts	136 320 \$
Intérêts sur les dettes	244 933 \$
Amortissement des immobilisations	2 229 688 \$
Créances douteuses	400 474 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-23

Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2019-2020.

1- Formation de base requise :

- diplôme d'études collégiales (DEC) avec spécialisation en technologie de la mécanique du bâtiment, en technologie du bâtiment, en techniques de génie mécanique, en techniques du génie électrique, en électrotechnique, en technologie du génie industriel, en technologie de l'architecture ou dans une autre spécialisation pertinente;

OU

- attestation d'études pertinentes dont l'équivalence a été reconnue par l'autorité compétente;

OU

- nombre d'années d'expérience reconnue dans leur domaine.

2- Domaines d'expertise sous la responsabilité de la RBQ :

- ascenseurs et autres appareils élévateurs
- bâtiment
- efficacité énergétique
- électricité
- équipements pétroliers
- gaz
- installations sous pression
- jeux et manèges
- plomberie
- lieux de baignade
- remontées mécaniques

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-24

Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2019-2020, ventilation par infraction¹.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Statistiques relatives aux poursuites pénales :

Nombre de poursuites pénales²	2019-2020
Inspections	612
Enquêtes	393

Statistiques selon la nature des infractions des dossiers transmis au Bureau des infractions et des amendes (BIA) :

Nature des infractions	2019-2020
Non-conformités au Code de sécurité	502
Non-conformités au Code de construction	110
Non-conformités en lien avec la Loi sur le bâtiment	0
Travail sans licence – entrepreneur	302
Travail sans licence – constructeur-propriétaire	12
Travail sans la catégorie ou sous-catégorie de licence	48
Utilisation des services d'un sous-traitant non licencié ou sans la licence appropriée	6
Faussees déclarations	10
Cession, location de licence ou utilisation ou utilisation d'une licence sans en être le titulaire	5
Autres	10

Quant aux résultats obtenus par le BIA découlant des enquêtes pénales, le bilan est le suivant :

Résultats obtenus par le BIA (inspections et enquêtes)³	2019-2020
Nombre de dossiers conclus en cours d'année ⁴	VPE : 917 DGI : 807
Nombre de condamnations	VPE : 474 DGI : 468
Montant des amendes suite aux condamnations	VPE : 9 778 766 \$ DGI : 1 420 818\$

¹ Toutes les données dans cette fiche émanent de compilations réalisées par la RBQ.

² Cette donnée correspond au nombre de dossiers transmis au BIA.

³ Les données de la présente année financière sont calculées par la RBQ à partir de données qui lui sont transmises de façon hebdomadaire par le BIA/DPCP.

⁴ Cette donnée correspond au nombre de dossiers dont la date de réception de l'avis du BIA/DPCP est entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020. Elle comprend tous les types de résultats, soit les acquittements, les condamnations, les refus, les retraits et les fusions par le DPCP.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-25

Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2019-2020.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Nombre de décisions rendues :

Décisions des régisseurs	2019-2020
• Licences suspendues	10
• Licences annulées	18
• Licences refusées	11
• Décisions rendues en révision	9

Abandon, nullité, suspension et autres décisions de la RBQ en lien avec la licence	2019-2020
Abandon de licence à la demande du demandeur	474
Suspension de licence selon l'article 70.2	0
Cessation d'effet de la licence (articles 71, 72 et 73)	4 540
• Non-paiement de maintien	4 295
• Faillite d'entreprise	53
• Radiation REQ	15
• Absence de répondant	166
Suspension de licence pour défaut de cautionnement (article 70)	1 141
Annulation de licence à la suite d'une cessation d'accréditation (article 70)	11

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-26

Rapports d'activité des directions régionales pour la dernière année disponible.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

1. Nombre total d'interventions dans les régions administratives

Région	Visites d'inspection
Abitibi-Témiscamingue	140
Bas-St-Laurent	302
Capitale-Nationale	1 113
Centre-du-Québec	256
Chaudière-Appalaches	878
Côte-Nord	64
Estrie	1 471
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	96
Lanaudière	766
Laurentides	999
Laval	655
Mauricie	362
Montérégie	2 643
Montréal	4 562
Nord-du-Québec	23
Outaouais	400
Saguenay-Lac-St-Jean	337

2. Nombre total d'interventions au Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression (ÉSP)

Bureau d'expertise et d'homologation en ÉSP		2019-2020
Enregistrement de plans et devis		1 294
Approbation de Programme de contrôle qualité (PCQ)		
Fabricants		77
Réparateurs		58
Installateurs		186
Délivrance de certificats d'approbation de construction (voir note)		
▪ pour des ÉSP construits au Québec		n/a
▪ pour des ÉSP construits hors Québec		n/a
Déclaration de conformité pour des ÉSP fabriqués au Québec		5 341

Note

Ces certificats ne sont plus délivrés puisque cette formalité administrative a été retirée des exigences réglementaires avec l'entrée en vigueur du Règlement sur les installations sous pression le 1^{er} avril 2018. L'inspection de fabrication demeure et la conformité des équipements est toujours signée par l'inspecteur, mais ceux-ci ne sont pas saisis dans GIC.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-27

Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2019-2020.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Formations aux inspecteurs : Bureau d'expertise et d'homologation en équipement sous pression

Date	Titre	Nombre de jours	Nombre de participants
2019-04-10	Formation MEO règlement ISP volet techniquegr1	0,5	7
2019-04-15	Formation MEO règlement ISP volet techniquegr2	0,5	7
2019-04-16	Formation MEO règlement ISP volet techniquegr3	0,5	8
2019-04-17	Formation Share point gr1	0,5	10
2019-04-18	Formation Share point gr2	1	6
2019-05-30	Formation Share point gr3	1	3
2019-06-19	Formation PCQ- lettres standards et boîte PCQgr1	0,5	9
2019-06-20	Formation PCQ- lettres standards et boîte PCQgr2	0,5	3
2019-06-21	Formation PCQ- lettres standards et boîte PCQgr3	0,5	8
2019-12-04	Formation tech. annuelle ISP nucléaire	0,5	15
2019-12-04	Formation tech. Annuelle- tout ISP	0,5	29
2019-12-05	Formation tech. Annuelle- ISP BEHESP	1	26
2019-09-24	Formation tech. initiale sur le domaine des ISPgr1	2	6
2019-12-09	Formation tech. initiale sur le domaine des ISPgr2	1	1
2019-12-10	Formation tech. Réparation- ISP	2	1
2019-10-23	Formation tech. initiale BNQ 3650-900- ISPgr	1,5	6
2019-12-13	Formation tech. initiale BNQ 3650-900- ISPgr2	1	1
2019-11-05	Formation tech. initiale : soupapes de sûreté et calcul de surface de chauffe- ISP	2	3
2020-02-20	Formation tech. analyse de plans et devis -ISP	1	2
2020-02-10	Formation initiale – compléter le carnet d'apprentissage- ISP	0,5	7
2020-02-11	Formation tech. initiale – classification des locaux techniques -ISP	1	8
2019-11-20	Formation tech. Gaz médicaux CSA Z7396.1 - ISP	2	8
2019-10-15	Séminaire sur le changement aux Codes ASME & NBIC - ABSA	1	9

Formations aux inspecteurs : Direction des inspections en sécurité, Direction des inspections en conception et construction et Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection

Date	Titre	Nombre de jours	Nombre de participants
A-2019	Formation préparation à la retraite	2	9
A-2019	Formation SIMDUT	0,15	111
A-2019	Sécurité générale sur les chantiers de construction	4	2
A-2019	Soutien aux études	25	2
2019-04-25	Salon MCEE	0,5	2
2019-06-20	Formation résidence privée pour aîné	1	24
2019-07-02	Formation identification intervenant propriétaire	1	9
2019-07-29	Formation National Board qualification N	6	2
2019-09-24	Formation ISP	2	3
2019-10-09	Formation nouvelle édition B139 application code de sécurité EP	1	5
2019-10-16	Formation Chapitre V code électrique	1	17
2019-10-16	Formation générale nouveaux inspecteurs	10	7
2019-10-16	Formation technique nouveaux inspecteurs GA	5	1
2019-10-16	Formation technique nouveaux inspecteurs EL	2,5	1
2019-10-16	Formation technique nouveaux inspecteurs BA	14	2
2019-10-16	Formation technique nouveaux inspecteurs AL	9	3
2019-11-05	Formation dispositif anti refoulement (DAR)	0,75	8
2019-11-19	Formation code B108 GA	2	11
2019-11-20	Travailler avec des personnes difficiles	1	2
2019-11-21	Salon MPA	1	5
2019-11-26	Formation inspection des bâtiments transformés	2	30
2019-11-28	Formation matériaux combustibles autorisés 3.1.5	1	27
2019-12-04	3.1.5	2	27
2019-12-08	Formation ASME	6	2
2020-01-13	Formation National Board qualification B	4	1
2020-02-10	Formation National Board qualification R	0,5	7
2020-02-11	Carnet d'apprentissage emploi Québec	1	7
2020-02-20	Classification des locaux techniques ISP et Analyse technique des plans et devis	1	2
2020-03-04	Traiter avec une clientèle difficile	1	1
2020-03-19	National Board inspection code	0,5	1
2020-03-09	Formation multi-domaine 2.0	1,5	12

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-28

Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement en 2019-2020. Indiquer tous les coûts associés.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Pendant cette période, 301 interventions concernant les tours de refroidissement ont été réalisées (211 administratives et 90 sur le terrain).

Ces interventions n'ont pas engendré de coûts supplémentaires à ceux des activités régulières de surveillance du respect de la réglementation de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-29

Tout rapport, document ou toute étude concernant la Garantie des maisons neuves de l'APCHQ.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

La RBQ n'a aucun rapport ou étude à déclarer pour la période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-30

État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

L'analyse des modifications législatives nécessaires à la Loi sur le bâtiment est en cours afin d'habilitier la RBQ à proposer des exigences en accessibilité dans des bâtiments construits avant 1976.

Au cours de l'année 2020, la RBQ prévoit, dans une première étape, consulter les ministères et organismes concernés sur les budgets alloués aux mises à niveau de leur parc immobilier depuis 2011 ainsi que les coûts anticipés pour les travaux restants. La planification d'une première rencontre est en cours (juin 2020).

À la suite de cette consultation, une étude d'impact réglementaire et un projet de règlement visant des travaux d'accessibilité dans tous les bâtiments existants construits avant 1976 seront présentées aux autorités.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-31

Depuis dix ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer:

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Veillez-vous référer à la question RG-08.